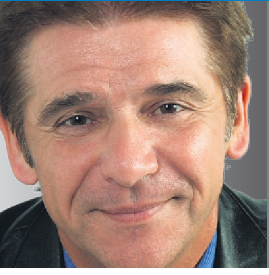


LA PRESSE

AFFAIRES

GRANDE ENTREVUE
**LA COOP FÉDÉRÉE,
UN GÉANT
EN MUTATION**
PAGE 9



MICHEL GIRARD
GROS GAINS, RISQUES
ET RÉSISTANCE
PAGE 5



Claude Lafleur

| | | | | |
|---|--|---|---|--|
| <p>S&P TSX 12 458,30 -27,29 (-0,22%)</p> | <p>S&P 500 1361,23 +3,19 (+0,23%)</p> | <p>DOW JONES 12 949,87 +45,79 (+0,35%)</p> | <p>PÉTROLE 103,24\$US +0,93\$US (+0,91%)</p> | <p>DOLLAR 100,43 +0,08¢US</p> |
|---|--|---|---|--|



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE



PHOTO AFP

LE MARKETING SANS FAUSSE NOTE



Guillaume Thérien
PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE



Kent Nagano
MARCO CAMPANOZZI, LA PRESSE

L'Orchestre Symphonique et l'Opéra de Montréal, c'est d'abord une affaire de musique. Mais c'est aussi une question de mise en marché. Le défi est de taille pour ces deux institutions, qui doivent séduire de nouveaux clients pour assurer leur avenir. **UN DOSSIER D'ISABELLE MASSÉ EN PAGES 2 ET 3**

Le coût de la vie persiste à grimper

RUDY LE COURS

Malgré la mollesse de la croissance, l'inflation reste plus tenace que prévu, des deux côtés de la frontière, bien que les hausses salariales soient demeurées faibles.

Chez nous, l'Indice des prix à la consommation (IPC) a bondi de 0,5% sur une base désaisonnalisée, ce qui a plus qu'effacé le repli surprenant de 0,2% enregistré en décembre. Le taux annuel d'inflation est passé de 2,3% à 2,5%, selon Statistique Canada.

Toutes les composantes de l'IPC étaient à la hausse ou stables le mois dernier, la hausse la plus élevée provenant du transport. Tant les prix des voitures neuves

que de l'essence ont renversé complètement les reculs étonnants de décembre. Les prix de l'essence sont à leur niveau d'août 2008, alors que le brut se vendait à plus de 120\$US le baril.

Toutes les composantes de l'IPC étaient à la hausse ou stables le mois dernier, la hausse la plus élevée provenant du transport. Tant les prix des voitures neuves que de l'essence ont renversé complètement les reculs étonnants de décembre.

On sait déjà qu'en ce qui concerne le carburant, les prix continuent de grimper ce mois-ci en raison des pressions qu'exercent sur les prix du pétrole brut de mer du Nord (le

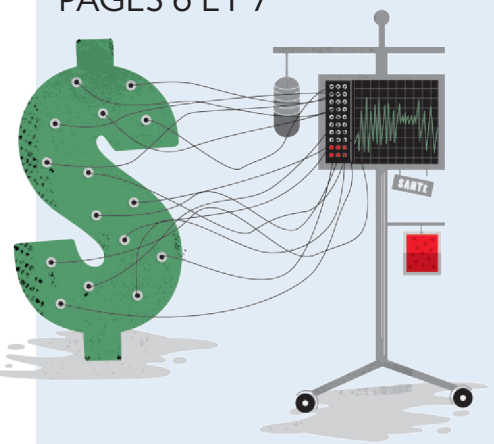
Brent) le programme nucléaire de l'Iran et sa menace de bloquer le détroit d'Ormuz. Hier, le prix spot du baril de Brent était de 120\$US.

Le prix des aliments continue de monter et est en hausse de

4,2% sur une base annuelle, en dépit d'une diminution des prix des fruits frais.

Voir **COÛT** en page 4

PLUS-VALUE
**LA PISTE À SUIVRE DANS
L'ASSURANCE VIE**
PAGES 6 ET 7



LES BONS COMPTES
**THE BRICK
ET LE CANAPÉ
CITRON**
PAGE 8

0,5%
HAUSSE DE L'INDICE DES
PRIX À LA CONSOMMATION
AU CANADA EN JANVIER

0,2%
HAUSSE
AUX
ÉTATS-UNIS

**VINCENT
MARISSAL**

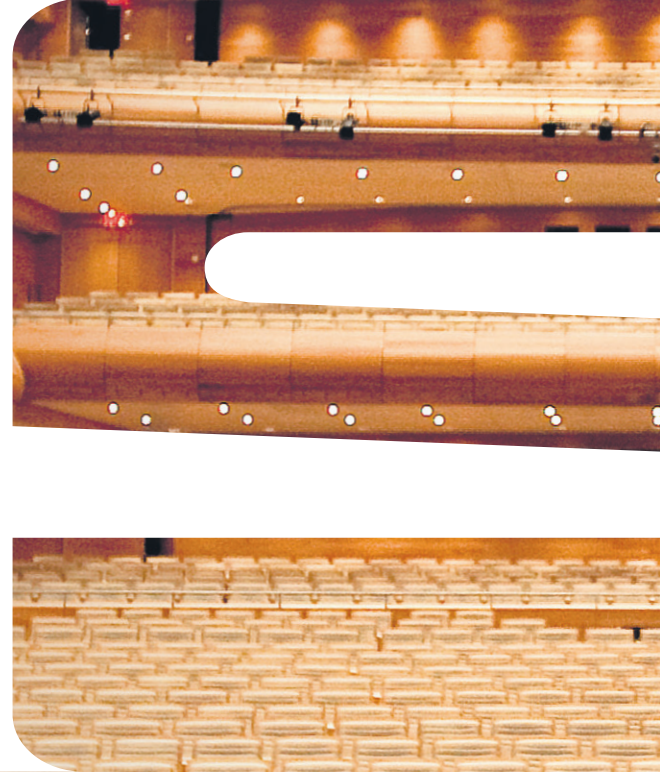
LA PRESSE

COMME VOUS L'AIMEZ

LE MARKETING SANS FAUSSE NOTE

L'Opéra de Montréal et l'OSM peuvent compter sur de fidèles amoureux de la musique classique et de l'art lyrique. Mais la santé de ces institutions passe notamment par la séduction d'un jeune public et le renouvellement de leur base d'abonnés. À la croisée des chemins, l'Opéra de Montréal a récemment engagé un jeune directeur, ventes et marketing, qui veut assurer une présence permanente de l'institution dans l'esprit des gens. Et l'OSM souhaite intéresser autant le public qu'en 2011, même si l'attrait de sa nouvelle salle s'est dissipé. Lever de rideau sur les plans marketing de ces deux institutions culturelles.

L'AN 2 POUR L'OSM



ISABELLE MASSÉ

Le 20 mars, l'Orchestre Symphonique de Montréal dévoilera sa saison 2012-2013 en compagnie de son chef Kent Nagano. Mais l'institution amorcera surtout l'an 2 de sa salle de 1900 places, inaugurée en grande pompe en 2011.

L'attrait de la nouveauté s'étant estompé, la direction travaille à rendre attrayantes les soirées de concert comme avant l'ouverture de la prestigieuse adresse. « Il y a autant de travail qu'avant l'ouverture, affirme Claudine Ferragut, directrice marketing de l'OSM. Car il faut convaincre des gens qui essaient d'adopter cette salle de rester avec nous. »

« Il y a eu un sommet à l'ouverture, ajoute Madeleine Careau, chef de la

direction de l'OSM. On ne veut pas que ça retombe. Kent Nagano sera avec nous 17 semaines. Il faut avoir un bon programme pour les 29 autres. On se lance aussi des défis sur le plan artistique. On veut que ça plaise tant aux mélomanes qu'au nouveau public. »

La direction de l'OSM peut se réjouir d'une première année qui affiche complet. Pour la saison 2011-2012, 161 000 billets ont été émis pour les 90 concerts programmés comparativement à 151 000 pour les 76 concerts dans la salle Wilfrid-Pelletier en 2010-2011. « Et on a très peu augmenté le prix des billets, note Madeleine Careau. On voulait garder l'accessibilité. »

De quoi bien couronner les efforts considérables menés avant l'ouverture de la nouvelle salle et même pendant sa construction. « Le début des travaux de celle-ci fut très long, car on l'a érigée sur un espace construit, raconte Madeleine Careau. La dalle de béton n'avait pas été faite pour recevoir une telle salle de concert.

On a démolé des stationnements pour épaissir la dalle. On a aussi rencontré un sol contaminé. Mais quand on a vu l'édifice monté, on s'est dit: bon, on va avoir une salle! On a alors donné notre avis de départ à la Place des Arts, et là, on a commencé à penser à notre plan marketing. »

Le lieu qui héberge l'OSM compte deux fois moins de places que la salle Wilfrid-Pelletier. « Il fallait un plan budgétaire, car on savait qu'il y aurait moins de revenus, explique Madeleine Careau. Devait-on augmenter le prix des billets, le nombre de concerts, car on était souvent complet à Wilfrid-Pelletier? On savait aussi que l'attrait de la nouveauté intéresserait les gens. On a décidé de tripler certains concerts. On a aussi voulu tenir compte de la qualité acoustique. Avant, on ne programmait pas de récital ni de musique de chambre, par exemple. Mais là, on a pu planifier de nouveaux produits. »

Afin d'attirer l'attention de tous, l'OSM a planifié un festival de

concerts pendant 10 jours et des portes ouvertes pour le lieu baptisé Maison symphonique de Montréal. « On a accueilli 20 000 personnes en trois jours », affirme Madeleine Careau.

Avant de penser à tous, il fallait toutefois satisfaire les fidèles abonnés de l'institution qu'on devait déménager dans un lieu plus petit. « Certains ont

Madeleine Careau, chef de la direction de l'OSM
PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

L'OPÉRA DE MONTRÉAL SE RELEVÉ

ISABELLE MASSÉ

Quelles sont les premières causes de désabonnement à l'Opéra de Montréal? La maladie et le décès! Avec un âge moyen des abonnés de plus de 55 ans, l'institution doit se tourner vers les jeunes spectateurs potentiels. Pour séduire la clientèle, elle nous a habitués, ces dernières années, à des campagnes publicitaires léchées (Les visages, la campagne de la saison 2011-2012 signée Orangetango est d'ailleurs lauréate d'un prix Grafika). Mais il faut plus pour assurer sa pérennité.

Le moment est opportun, car l'Opéra de Montréal se relève. De 2006 à 2012, l'institution a été en mode survie. Pas qu'elle ne suscitait plus d'intérêt. Mais un déficit de 2,2 millions de dollars sur un budget annuel de 7 millions freinait ses élans artistiques et marketing. « On fermait ou on faisait un plan de redressement radical, explique Pierre Vachon, directeur, communications,

L'Opéra de Montréal est à la croisée des chemins. On compte sur la jeunesse du nouveau directeur (29 ans) pour pousser la stratégie marketing à un autre niveau.

projets spéciaux et éducation de l'Opéra de Montréal. On a éliminé 50% du personnel et une production dans la saison. Si on fermait, c'était terrible pour les abonnés. Ils nous auraient oubliés. On a éradiqué le déficit en deux ans. Six ans plus tard, on reprend le développement. On a besoin de structurer une stratégie marketing. Il nous faut un modèle d'affaires. Il faut être à l'écoute du marché qui est changeant depuis cinq ans. »

Cela dit, l'Opéra de Montréal a tenu solidement les rênes pendant les années difficiles. Il s'est attaqué à l'érosion du nombre d'abonnés en ciblant les 18-30 ans notamment et en rendant plus flexibles les abonnements. Il a également planifié, à la veille de chaque nouveau spectacle, des coups publicitaires événementiels là où on s'attend le moins à entendre de l'opéra. « Car l'opéra, c'est l'extravagance et l'étonnement », lance Pierre Vachon. Résultat: depuis la saison 2009-2010, l'institution compte 1180

abonnements chez les 18-30 ans (une hausse de 45%).

Maintenant, retour à la case départ: les saisons comptent désormais cinq productions. La direction souhaite aussi faire passer le taux d'assistance moyen à près de 80%. « C'est ambitieux, avoue Guillaume Thérien, directeur, ventes et marketing de l'Opéra de Montréal. Selon l'Observatoire de la culture et des communications, la moyenne d'occupation en culture est de 72,5%. Pour la musique classique et l'opéra, c'est 63%. Mais pour l'an prochain, je peux faire le marketing que je veux, car j'aurai cinq œuvres fortes et diversifiées. »

L'Opéra de Montréal est à la croisée des chemins. On compte sur la jeunesse du nouveau directeur (29 ans) pour pousser la stratégie marketing à un autre niveau. « Guillaume n'est pas vraiment un maniaque d'opéra, dit Pierre Vachon. Professionnellement, il n'est pas issu du milieu culturel. On ne

LE MARKETING SANS FAUSSE NOTE



le même siège depuis longtemps, note Madeleine Careau. Ils se sont fait des amis avec le temps. Ils tenaient à garder leur fauteuil.»

L'OSM a analysé ses 14 000 dossiers d'abonnés. Avec l'agence Cossette, elle a bâti un microsite permettant d'observer la salle du nouveau siège proposé. Chaque abonné a reçu l'adresse du site permettant une visualisation du nouvel espace. Pour ceux qui n'étaient pas habiles sur l'internet, l'OSM avait prévu un service personnalisé sur place. «Il n'y a pas eu tant de refus, affirme Madeleine Careau. Le taux de renouvellement fut de 70%. Cela dit, chaque année, on a un taux de désistement de 30%. À part le Canadien de Montréal, personne n'a un taux de renouvellement de 100%.»

Parallèlement, l'OSM a mis un branle un plan de communications mondial. En 2011, il y a eu des présentations à Paris, New York et Munich devant la presse musicale, design et

les directeurs de grandes institutions culturelles. «On devait aller au Japon au printemps 2011, mais il y a eu le tsunami, raconte Madeleine Careau. Une salle de ce calibre ne vit que si le monde l'entend. C'est mieux de se faire dire par les autres qu'elle est de bon niveau. On voulait aussi mettre Montréal sur la carte des grandes villes musicales du monde. On espérait attirer les grands solistes et chefs qui ne passaient plus par Montréal, comme la salle Wilfrid-Pelletier était fort occupée.»

Comme pour l'Opéra de Montréal (voir autre texte), il est désormais impératif de séduire d'autres clientèles que la fidèle et férue de musique classique. La rajeunir également. «Les 34 ans et moins, c'est l'avenir, poursuit Madeleine Careau. À -30°C, lors d'une tempête, quand on a 70 ans, on ne sort pas forcément.»

Des abonnements au rabais sont déjà offerts à cette jeune clientèle. On multiplie aussi les

«Les 34 ans et moins, c'est l'avenir, dit Madeleine Careau. À -30°C, lors d'une tempête, quand on a 70 ans, on ne sort pas forcément.»

activités susceptibles de lui plaire. Par ailleurs, en 2009, l'OSM a formé le club des jeunes ambassadeurs de l'OSM qui ont comme mission de faire du réseautage. «Les plus jeunes aiment vivre des expériences uniques, échanger avec les chefs, rencontrer Kent Nagano, soutient Madeleine Careau. On reçoit beaucoup de groupes de jeunes diplômés et professionnels. On leur présente le plan stratégique de l'OSM, ils assistent à un bout de répétition et en parlent ensuite.»

Autrement, des événements grand public (Simple Plan, Fred Pellerin) sont programmés. Ainsi que des activités hors salle. L'OSM communique aussi par Facebook. L'idée? «Passer comme message que la Maison symphonique est une salle pour tous, répond Madeleine Careau. On veut être pertinent. L'idée est de rencontrer toutes les communautés, d'aller partout, d'être accessible, mais pas au prix de la qualité.»



Guillaume Thérien, directeur, ventes et marketing de l'Opéra de Montréal
PHOTO ALAIN ROBERGE, LA PRESSE

voulait pas un passionné d'opéra pour qu'il reste objectif.»

Dès son entrée en poste, celui-ci a analysé la base de données des abonnés, acheteurs de billets uniques et gens intéressés par l'opéra. L'institution a dégagé sept profils types: les fortunés (revenus familiaux de 76 000\$), baby-boomers, retraités (60 ans et plus, hauts fonctionnaires, instruits), multiculturels (deuxième génération, Européens, Sud-Américains intéressés par ce qui est international), nomades, branchés et milieux cossus (18-30 ans, multiculturels, banlieusards hip, nouveaux proprios, très épicuriens). «Ces sept groupes représentent 30% de la population, mais ils constituent 70% de notre base de données, explique Guillaume Thérien. Il faut donc leur parler de manière personnalisée.»

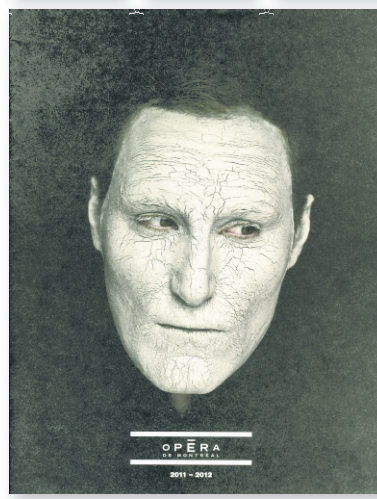
L'Opéra de Montréal a longtemps compté sur le marketing transactionnel et ponctuel. «Généralement, on pense d'abord à sortir de l'argent des poches de la clientèle, explique Guillaume

Thérien. Maintenant, il faut mettre de la valeur dans ses poches. Il faut engager un dialogue. Actuellement, on est présent en pub pendant une production et on s'en va. On doit continuer d'être en relation avec tout le monde. J'aime les campagnes de pub, mais je vois qu'on peut approfondir. Je veux développer le marketing et arrimer l'Opéra de Montréal à d'autres milieux compte tenu de la compétition en 2012.»

Le 26 décembre dernier, par exemple, l'Opéra de Montréal a fait une offre sur le site d'offres groupées LeRenard. ca. «On a atteint à 70% notre objectif de vente», affirme Pierre Vachon.

«Récemment, lors d'un sondage, pour avoir un haut taux de réponse, nous avons offert trois chèques-cadeaux de 25\$ à partager avec les amis des répondeurs, raconte aussi Guillaume Thérien. Jusqu'à présent, 1% s'est prévalu de son chèque, ce qui est élevé, pour des billets de 50\$ à 140\$.

«Dès fois, ce n'est pas nous le meilleur porteur de ballon, ajoute



M. Thérien. Il faut faire passer le client d'acheteur à ambassadeur. On va donc lui offrir du contenu à partager. Avec les médias traditionnels, c'est plus difficile de voir les retombées. Ça influence les plus vieux, alors que le bouche à oreille influence beaucoup les jeunes. Je veux qu'on dépende moins des médias traditionnels. Cela dit, notre image de marque va toujours être audacieuse.»

L'Opéra de Montréal souhaite aussi cibler les PME. «Dans ce cas-ci, on veut miser sur l'expérience, explique Pierre Vachon. Cocktail, repas dans l'atelier de costumes avec le chef du Toqué! Normand Laprise et spectacle, par exemple. Selon un sondage, les gens ne vont pas à l'opéra comme sortie régulière. On peut donc miser sur cette singularité.»

L'Opéra de Montréal veut ouvertement plaire à tous. «On est en mode éducation, ajoute M. Vachon. On multiplie les portes d'accès. Le but ultime, c'est que tout le monde vienne à l'opéra, pour démocratiser cette sortie.»

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 20 FÉVRIER

Marchés fermés au Canada (fête de la Famille)

Marchés fermés aux États-Unis (Presidents' Day)

JEUDI 23 FÉVRIER

Cascades BPA 4T: 5¢

Imax BPA 4T: 13¢

Loblaws BPA 4T: 67¢

Rona BPA 4T: 16¢

Tim Hortons BPA 4T: 62¢

Source: Bloomberg

POUR NOUS JOINDRE

MARDI 21 FÉVRIER

Boralex BPA 4T: 4¢

Chorus Aviation BPA 4T: 12¢

Dell BPA 4T: 51¢US

Home Depot BPA 4T: 42¢US

Walmart BPA 4T: 1,45\$US

VENDREDI 24 FÉVRIER

Ind. de confiance du Michigan (É.-U.) fév.: 72,8 janv.: 72,5

Eldorado Gold BPA 4T: 20¢

JC Penney BPA 4T: 67¢US

MERCREDI 22 FÉVRIER

Ventes de maisons existantes (É.-U.) janv.: 1,0% déc.: 5,0%

Groupe Aéroplan BPA 4T: 35¢

Rogers Com. BPA 4T: 66¢

LUNDI 27 FÉVRIER

Ventes de maisons neuves (É.-U.) janv.: 2,6% déc.: -2,2%

Lowe's BPA 4T: 23¢US

Thompson Creek Metals BPA 4T: -5¢

Valeant Pharma. BPA 4T: 84¢US

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | | | | 8 |
| 8 | 5 | | | | | | | 3 |
| | | | 1 | | 7 | | | 4 |
| | | 3 | | 6 | | | | |
| | | | | | | | | 4 |
| 9 | | | | | | 6 | 5 | |
| | 7 | | | | 2 | | | 6 |
| | 4 | 2 | | | | | 1 | |
| | | 8 | | 4 | 1 | 2 | | |

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

2215

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

| | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 | 8 | 5 | 6 | 7 | 4 | 2 | 3 | 9 |
| 7 | 2 | 6 | 3 | 9 | 8 | 1 | 5 | 4 |
| 3 | 9 | 4 | 5 | 1 | 2 | 7 | 8 | 6 |
| 5 | 6 | 3 | 1 | 2 | 7 | 4 | 9 | 8 |
| 2 | 4 | 1 | 8 | 5 | 9 | 3 | 6 | 7 |
| 9 | 7 | 8 | 4 | 3 | 6 | 5 | 2 | 1 |
| 8 | 3 | 7 | 2 | 6 | 1 | 9 | 4 | 5 |
| 6 | 5 | 9 | 7 | 4 | 3 | 8 | 1 | 2 |
| 4 | 1 | 2 | 9 | 8 | 5 | 6 | 7 | 3 |

Par Fabien Savary

2214

PROGRAMME DE SUPPLÉMENT DE REVENU GARANTI

La popularité des CELI coûtera cher

HEATHER SCOFIELD
LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le populaire programme fédéral CELI augmente la pression fiscale sur les pensions de l'État, alors que le gouvernement conservateur s'apprête à diminuer les prestations.

Le premier ministre Stephen Harper a instauré le programme de compte d'épargne libre d'impôt (CELI) en 2008 pour encourager l'épargne des Canadiens, permettant aux adultes de mettre de côté jusqu'à 5000\$ par année sans être imposés sur cette somme.

Les CELI ont gagné en popularité depuis et, au cours de la dernière campagne électorale, M. Harper a plaidé pour une augmentation du plafond d'investissement, une fois que

le budget fédéral sera de retour à l'équilibre.

Toutefois, quand les personnes retraitées commencent à retirer l'argent placé dans un CELI, ce revenu n'entre pas en ligne de compte pour déterminer s'ils sont admissibles au programme de Sécurité de la vieillesse ou au Supplément de revenu garanti (SRG).

La prestation maximale du SRG est de 665\$ par mois pour un retraité seul, mais ce montant est réduit, et éventuellement éliminé, en fonction du revenu de la personne. Or, les revenus d'un CELI ne sont pas calculés, même s'ils pourraient s'élever à 1 million de dollars pour une personne qui aurait épargné avec prudence pendant toute sa vie.

Ainsi, plusieurs personnes sont encouragées à souscrire

à un CELI puisqu'elles savent qu'elles pourront tout de même se qualifier pour le SRG, même si le revenu généré par le CELI est élevé, selon l'expert des pensions Keith Horner, ancien haut fonctionnaire au ministère des Finances.

Il a calculé que si chaque personne tire profit des deux programmes, le coût du régime de Supplément de revenu garanti en 2030 serait 84% plus élevé que les prévisions officielles.

Popularité en hausse

Puisque les encouragements fiscaux du CELI sont alléchants et que les régimes de pensions du secteur privé sont de moins en moins courants, la popularité du compte d'épargne libre d'impôt devrait encore augmenter, et les chiffres donnés

par M. Horner indiquent l'ampleur des impacts possibles.

«Le SRG est un vrai problème, a affirmé M. Horner. Les gouvernements devraient considérer les conséquences possibles à long terme des règles actuelles encadrant le CELI lorsqu'ils se pencheront sur les options du régime de pensions», peut-on lire dans un article qu'il a signé pour l'Institut de recherche en politiques publiques.

L'actuaire en chef du gouvernement a d'ailleurs affirmé qu'il garde un œil sur l'augmentation rapide de l'implication des CELI sur les coûts du programme de SRG. Dans une évaluation du programme de Sécurité de la vieillesse réalisée en 2009, Jean-Claude Ménard écrivait que la combinaison CELI-SRG coûterait 4,2

milliards de dollars de plus par année au gouvernement fédéral d'ici 2050.

Ses chiffres ne sont pas aussi alarmants que ceux de M. Horner. Toutefois, dans un discours prononcé l'automne dernier, M. Ménard prévenait le gouvernement que ses calculs étaient préliminaires et qu'ils seraient révisés lorsqu'il aurait une meilleure idée des impacts du CELI.

Une révision en vue

De passage à Davos, en Suisse, le mois dernier, le premier ministre Harper a déclaré que l'actuel programme de pensions n'était pas fiscalement viable en raison du vieillissement de la population et de la diminution du nombre de contribuables. Il a annoncé son intention de réformer le système.



PHOTO DARREN DECKER, ASSOCIATED PRESS

Sid Lee est déjà l'agence marketing en titre (AOR) du Cirque du Soleil depuis 12 ans, c'est-à-dire qu'elle est la plus importante agence pour le Cirque du Soleil.

Le Cirque du Soleil investit dans l'agence Sid Lee

LAPRESSEAFFAIRES.COM

Le Cirque du Soleil fait l'acquisition d'une participation minoritaire importante dans l'agence de créativité commerciale Sid Lee.

Le montant de la transaction et la part de la participation demeurent confidentiels, «puisque'il s'agit de deux entreprises privées», a affirmé Jean-François Bouchard, président et associé principal de Sid Lee à La Presse. Sid Lee est déjà l'agence marketing en titre (AOR) du Cirque du Soleil depuis 12 ans, c'est-à-dire qu'elle est la plus importante agence pour le Cirque du Soleil.

Sid Lee a notamment élaboré

des noms de spectacle et assuré la présence du Cirque du Soleil sur l'internet.

«Le partenariat avec Sid Lee est un premier pas pour déployer encore davantage le potentiel créatif du Cirque du Soleil vers de nouvelles avenues commerciales», a déclaré Daniel Lamarre, président et chef de la direction du Cirque du Soleil. «L'offre globale de Sid Lee, qui comprend tous les services d'une agence de communication en plus d'offrir des services de design architectural, de technologie et d'une maison de production audiovisuelle, est de calibre mondial. La synergie avec Sid Lee nous permettra d'étendre encore plus

la créativité et l'innovation du Cirque du Soleil pour développer de nouvelles occasions d'affaires à l'échelle nationale et internationale.»

Pour sa part, Jean-François Bouchard, président et associé principal de Sid Lee, a ajouté: «L'alliance avec le Cirque du Soleil ouvrira la porte à de nouveaux horizons créatifs et nous permettra de pousser la créativité commerciale à un niveau supérieur.»

Le Cirque du Soleil et Sid Lee affirment que de nouvelles stratégies issues de cette alliance seront annoncées dans les prochains mois pour populariser davantage la marque du Cirque du Soleil.

Les obligations de Yellow Media écopent

BLOOMBERG

Les obligations de Yellow Media Inc. plongent tandis que courent des conjectures voulant que l'éditeur canadien de botins téléphoniques puisse ne pas honorer ses titres de dette après qu'il eut presque épuisé sa marge de crédit au cours des six dernières semaines.

Ainsi, Yellow Media a tiré 239 millions de dollars de son prêt de 250 millions au cours des 40 premiers jours de l'année, selon des dépositions de l'entreprise. Le fait de puiser dans sa marge de crédit précipitera les pourparlers avec les prêteurs avant que le gros de la dette de 2 milliards de l'entreprise commence à venir à échéance l'an prochain, estime Chris Diceman, analyste de DBRS Ltd., firme torontoise de cotation.

Les obligations émises par Yellow Media, entreprise montréalaise, ont offert la pire performance ce mois-ci au sein de l'indice Canada High Yield Issuer, de Bank of America Merrill Lynch. L'émission de 125 millions d'obligations de 6,85% venant à échéance en décembre 2013 a chuté à 46 cents au dollar comparativement à 64 cents au début du mois.

«L'entreprise a besoin de liquidités», a fait savoir M. Diceman au cours d'une

entrevue de Toronto. «Elle tente de faire aussi vite qu'elle peut pour se recapitaliser elle-même, mais c'est une course contre la montre», a-t-il ajouté.

Revenus en ligne

Yellow Media essaie de générer davantage de revenus provenant des médias informatiques et de consolider ses profits, qui baissent, tandis que les consommateurs cherchent de plus en plus de petites annonces en ligne et sur leurs téléphones intelligents. Ainsi, l'entreprise montréalaise souhaite générer la moitié de ses revenus en ligne d'ici 2014 comparativement à 28% maintenant, selon DBRS.

Hind Ounis, porte-parole de Yellow Media, a refusé de faire des commentaires sur l'utilisation de la marge de crédit par l'entreprise ou sur la question de savoir si elle cherche à restructurer sa dette.

Dans un communiqué publié le 9 février dernier, Yellow Media soulignait qu'elle «évaluait des solutions de remplacement pour refinancer des titres venant à échéance en 2012 et au-delà».

L'entreprise a aussi suspendu les paiements de dividende et elle a embauché Bruce Robertson, expert en restructuration, qui dirigera un comité chargé d'étudier des «options de financement».

Le coût de la vie persiste à grimper

COÛT

suite de la page 1

Les augmentations annuelles de certaines denrées sont très élevées: légumes frais et préparés 7%, céréales et produits boulangés 6,7%, viande 6,5%. En moyenne, les prix des aliments vendus aux supermarchés ont bondi de 4,9% en un an.

Ils devraient continuer d'augmenter au cours des prochains mois, en raison d'une offre limitée. «Le nombre de bêtes d'élevage sur les fermes canadiennes et américaines est le plus faible depuis plusieurs décennies», souligne ainsi Kenrick Jordan, économiste principal chez BMO Marchés des capitaux.

Fait rarissime, les prix des biens progressent plus rapidement que ceux des services (2,8% comparativement à 2,2%). «Les biens ont atteint un sommet inégalé depuis 2001 en janvier, mais les services étaient au plus bas depuis 27 mois», note Matthieu Arseneau, économiste à la Banque Nationale. Il fait remarquer que la vigueur du huard ne semble plus ralentir la montée des prix des biens.

Les résultats de janvier prennent aussi en compte l'augmentation d'un point de pourcentage de la taxe de vente du Québec. Cela a occasionné la poussée des prix la plus forte de toutes les provinces. Avec ce bond de 0,8%, le taux annuel d'inflation atteint 2,8%, ce qui est davantage

que les hausses du salaire moyen.

Lorsqu'on retranche de l'IPC ses huit composantes les plus volatiles ainsi que l'effet sur les prix des variations de taxe, on obtient quand même un gain mensuel de 0,3% qui pousse l'inflation de base à 2,1%. «C'est la quatrième fois en cinq mois que l'inflation de base tel que défini par la Banque du Canada est au-dessus de sa cible de 2%», souligne Jacques Marci, économiste chez TD. Si la Banque cible l'inflation totale, elle accorde beaucoup d'importance à l'inflation de base dans l'établissement de sa politique monétaire.»

L'ensemble des économistes des institutions financières croient cependant que la

Banque ne sera guère ébranlée dans sa volonté de maintenir le statu quo monétaire par les données publiées hier. Tant que la crise financière européenne ne sera pas contenue de manière convaincante, elle paraît disposée à tolérer un peu d'inflation afin de ne pas compromettre la faible croissance.

À n'en pas douter, c'est aussi la ligne de conduite adoptée par la Réserve fédérale américaine. Le petit bond de 0,2% de l'IPC américain n'a pas de quoi l'inquiéter. Même à 2,9%, le taux annuel d'inflation ralentit. Il est même à son niveau le plus faible depuis mars, en dépit d'une poussée là aussi des prix à la pompe susceptible avant tout de ralentir la consommation des ménages.

AFFAIRES
700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A ST-LAURENT, grand condo 3½ neuf, stat. int., toutes commodités, loc. garantie 900\$/+ / mois, bail de 1 an, 514-969-6929.

INVESTISSEUR sérieux, condos bien situés à Brossard. Formule intéressante. 514 795-4897

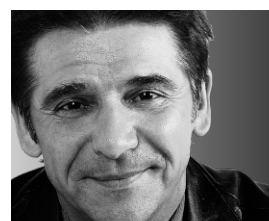
INVESTISSEZ DANS L'IMMOBILIER (condos loués) sans entretien. Avec ou sans mise de fond. Pas de déficit. Inscrit après approbation 24 h à 48 h. 514-705-3563

715 FINANCEMENT

1-514-241-7000 - Sécur Finance
Prêts hyp., rés., localis, comm., construction.
www.securfinance.com

1^{ER} / 2^E HYPOTHÈQUE ET CONSTRUCTION
Commercial • Industriel • Résidentiel
DENCOL, 514-342-1356 (agent protégé)

Gros gains, risques et résistance



MICHEL GIRARD
CHRONIQUE

Après avoir subi une magistrale déconfiture entre juillet et décembre derniers, les Bourses ont récupéré au cours des derniers mois une grande partie de leurs pertes. À tel point qu'on se demande s'il reste encore de l'argent à faire en Bourse.

Commençons par Wall Street. Après avoir chuté de 22 % en l'espace de trois mois, le principal indice de la Bourse américaine, le S&P 500, a presque tout récupéré les pertes survenues entre le haut et le creux de 2011. Le S&P 500 n'accuse présentement qu'un léger recul (moins de 1 %) par rapport à son haut des 52 dernières semaines.

Mieux encore, le baromètre de Wall Street, le Dow Jones, a légèrement dépassé le haut de 2011. Pour sa part, le NASDAQ affiche lui aussi, depuis le creux d'octobre, une spectaculaire remontée qui a eu pour effet d'effacer la totalité des pertes liées à la déconfiture de 2011.

Question: est-ce qu'une telle remontée risque d'entraîner de nouveau Wall Street dans une correction? Bien

sûr... Mais avec la Bourse, on n'en est pas à une surprise près. Les cours cibles sont déterminés en fonction de plusieurs facteurs, dont les prévisions de bénéfices. Ainsi pour l'année 2012, il resterait encore aux grands indices boursiers américains un certain potentiel à la hausse si les prévisions de bénéfices des analystes se matérialisent.

Mais il est important de se rappeler que la Bourse américaine a déjà fait un grand bout de chemin depuis le début de l'année, alors que le S&P 500 rapporte une hausse de 8,2 %, le Dow Jones une progression de 6,0 % et le NASDAQ une explosion de 13,5 %.

Regardons maintenant la performance de la Bourse canadienne.

Entre le haut d'avril et le creux d'octobre, la débandade boursière a été violente au Canada.

Le S&P/TSX Composite de la Bourse de Toronto a chuté de 24,5 %, soit le même pourcentage que l'indice des 60 grandes sociétés canadiennes, le S&P/TSX 60.

La situation a été encore plus dramatique à la Bourse

de croissance de Toronto: l'indice du S&P/TSX Venture avait fondu de 47 % lors de la crise boursière de 2011. Concrètement, cela veut dire que les actions des petites sociétés inscrites à la cote de la Bourse de croissance avaient globalement perdu la moitié de leur valeur en l'espace de quelques mois.

Méchant coup dur!

Que s'est-il produit depuis le retour à la hausse des marchés boursiers nord-américains?

L'indice des 300 sociétés inscrites à la cote de la Bourse de Toronto a gagné 15 %

plus-value est nettement plus élevé... Si on réussit à récupérer les pertes de la déconfiture de 2011. L'indice S&P/TSX Venture accuse encore un recul de 33 % par rapport au haut de 2011.

Comme on peut le constater, le marché boursier canadien accuse encore un important retard par rapport à son haut de l'année 2011.

Mais ne partons pas en peur. Comme on sait, toutes les places boursières de la planète, y compris bien entendu Toronto, sont à la merci de la tendance à la

Par rapport aux indices mentionnés précédemment, voici les iShares (et symboles boursiers) qui les représentent et que vous pouvez acheter à la Bourse de Toronto. La performance de ces iShares copiera celles des indices qu'ils représentent:

> S&P 500 Index Fund: XSP (15,53 \$)

> NASDAQ 100 index Fund: XQQ (21,64 \$)

> S&P/TSX Composite Index Fund: XIC (19,67 \$)

> S&P/TSX Venture Index Fund: XVX (19,60 \$)

Notez que les iShares XSP et XQQ bénéficient d'une protection contre la fluctuation des devises. Après une telle chevauchée de Wall Street depuis le creux d'octobre, une correction serait sans doute bienvenue, ne serait-ce que pour donner un nouvel élan haussier!

Quoi qu'il advienne, les analystes techniques voient comme seuils de résistance à la hausse les niveaux suivants: 13 000 points pour le Dow Jones (actuellement 12 950); 1400 points pour le S&P 500 (1361 présentement); et 3000 points pour le NASDAQ (niveau actuel de 2952).

Comme vous le voyez, on est vraiment à un cheveu des seuils de résistance technique. Si on réussit à les dépasser solidement, cela laisserait présager une autre bonne poussée à la hausse.

On jase, sans plus!

Pour l'année 2012, il resterait encore aux grands indices boursiers américains un certain potentiel à la hausse si les prévisions de bénéfices des analystes se matérialisent.

depuis le creux d'octobre dernier. Pendant ce temps-là, la Bourse de croissance explosait de 26 %.

Reste-t-il du potentiel? Si on tient pour acquis que le haut de 2011 représente un objectif atteignable en 2012, cela laisse présager que la Bourse de Toronto pourrait grimper de façon appréciable. En effet, le niveau actuel de l'indice S&P/TSX Composite se négocie encore à 13 % de son haut d'avril 2011.

À la Bourse de croissance de Toronto, le potentiel de

hausse ou à la baisse de Wall Street.

Si Wall Street poursuit sa chevauchée haussière, Toronto emboîtera le pas. Si Wall Street se corrige de nouveau, Toronto l'imitera. Seule l'ampleur des fluctuations pourrait varier.

Pour profiter de la Bourse, on peut se bâtir un portefeuille particulier, acquérir des parts de fonds communs d'actions ou soit acheter des parts de fonds négociés en Bourse (iShares) qui copient les grands indices boursiers.

AÉRONAUTIQUE

Les fournisseurs auront du mal à suivre le rythme

MARIE TISON

La chaîne d'approvisionnement mondiale aura de la difficulté à suivre l'augmentation de la cadence de production chez les grands avionneurs.

Selon une étude de PricewaterhouseCoopers (PwC), 21 % des fournisseurs qui participent à 12 grands programmes de l'aéronautique et de la défense, comme le Boeing 787, l'Airbus A350, la C Series de Bombardier et le F-35 de Lockheed Martin, ne sont pas prêts à affronter la situation.

Il s'agit de capacité disponible, mais aussi de moyens financiers.

«Il s'agit de voir ce que ces gens-là ont comme argent de libre pour faire face à l'augmentation de l'inventaire et à l'augmentation des investissements nécessaires pour la machinerie ou autre, a déclaré le responsable de l'équipe de l'aérospatiale et de la défense de PwC au Canada, Mario Longpré, dans une entrevue téléphonique avec *La Presse Affaires*. C'est un gros enjeu en ce moment dans l'industrie.»

Airbus et Boeing ont enregistré des commandes records au cours de la dernière année et se retrouvent maintenant avec des calendriers de production qui couvrent les huit prochaines années.

«Bombardier est encore à l'étape de la prise de commandes, ce que soit au niveau de la C Series ou des avions régionaux, mais elle finira par être affectée par les mêmes problèmes parce que certaines



PHOTO ARCHIVES BLOOMBERG NEWS

Selon une étude de PricewaterhouseCoopers, 21 % des fournisseurs qui participent à 12 grands programmes de l'aéronautique et de la défense, comme le Boeing 787, l'Airbus A350 (notre photo), la C Series de Bombardier et le F-35 de Lockheed Martin, ne sont pas prêts à affronter la situation. Il s'agit de capacité disponible, mais aussi de moyens financiers.

composantes ne sont pas manufacturées par beaucoup de fournisseurs et parce qu'il y a souvent des fournisseurs qui sont communs à Airbus, Boeing et Bombardier», a indiqué M. Longpré.

Bombardier doit donc surveiller de près ce qui se passe

chez ses fournisseurs, et chez les fournisseurs de ceux-ci.

«Ça en prend juste un qui brise la chaîne, qui ne peut pas livrer une pièce, pour retarder le développement ou la livraison d'un avion, a souligné M. Longpré. Or, Bombardier a déjà mangé le

surplus de temps qu'elle avait provisionné [pour faire face à des délais éventuels].»

Airbus et Boeing ont parfois dû acquérir un fournisseur fragile pour reprendre les choses en main et minimiser les risques. Les problèmes qui se pointent dans la chaîne

d'approvisionnement pourraient donc favoriser les acquisitions au cours des années à venir.

Records

L'année 2011 a d'ailleurs fracassé les records en ce qui concerne les fusions et acquisitions dans l'industrie de l'aérospatiale et la défense. Dans un rapport, PwC a recensé 341 transactions à l'échelle mondiale, d'une valeur de 43,7 milliards US. L'année 2010 avait donné lieu à 332 transactions, d'une valeur de 21,9 milliards US.

PwC s'attend à ce que 2012 soit également active, notamment en raison de la différence de rythme entre l'aérospatiale civile, qui se prépare à de fortes augmentations de cadences de production, et la défense, qui doit faire face à la réduction des budgets militaires d'un grand nombre de pays, à commencer par les États-Unis.

«Nous nous attendons à ce que les acteurs de la défense cherchent à diversifier leurs activités et à venir du côté commercial», a déclaré M. Longpré.

Héroux-Devtek, qui fabrique diverses composantes pour des avions civils et militaires, pourrait ainsi intéresser une entreprise de la défense qui voudrait se diversifier.

«Les entreprises québécoises, ce sont de belles compagnies, ce sont des fleurons de l'économie locale, mais il y a de très grosses sociétés aux États-Unis, a rappelé M. Longpré. Pour elles, c'est une bouchée de pain.»

Le CN dépensera plus de 1 milliard sur son réseau

LA PRESSE CANADIENNE

Le transporteur ferroviaire Canadien National (CN) prévoit dépenser 1,75 milliard de dollars en 2012, soit un peu plus que l'an dernier, pour l'entretien et l'amélioration de son réseau, ainsi que pour financer des stratégies de croissance et de productivité.

Le CN a précisé que plus de 1 milliard de son programme d'investissement en capital serait utilisé pour l'infrastructure ferroviaire, incluant notamment le remplacement des rails et l'amélioration des ponts.

Concurrence plus féroce

L'augmentation des dépenses, par rapport aux 1,7

milliard dépensés en 2011, survient alors que l'entreprise s'attend à une concurrence plus féroce de son principal rival canadien, Canadien Pacifique, qui

Le Canadien National dépensera 150 millions en équipement, incluant l'achat de nouveaux wagons et de locomotives améliorées.

procède à une refonte de ses activités.

La société établie à Montréal prévoit aussi des améliorations pour les infrastructures de la compagnie Elgin, Joliet & Eastern Railway,

acquise en 2009. Elle veut aussi élargir les voies d'évitement le long de son couloir reliant Edmonton et Prince-Rupert, en Colombie-Britannique, en plus de

construire des voies de déboulement plus longues dans le nord de l'Ontario.

Nouveaux wagons

Le CN dépensera 150 millions en équipement, incluant

l'achat de nouveaux wagons et de locomotives améliorées.

L'entreprise prévoit par ailleurs dépenser quelque 500 millions sur des occasions de croissance et sur l'acquisition de technologies de l'information.

Le président et chef de la direction du CN, Claude Mongeau, a fait valoir que l'entreprise fait passer son modèle d'affaires au «niveau supérieur» en mettant l'accent sur l'«excellence» en matière d'exploitation et de service.

Le CN a récemment annulé près de 40 millions en futures prestations de retraite et autres paiements de pension versés à l'ancien chef de la direction Hunter Harrison, qui a dit

vouloir prendre les rênes du rival CP.

À la Bourse de Toronto hier, l'action du CN a retraité de 11 cents, à 76,48 \$.

ENCAN EN LIGNE
MF GLOBAL (FAILLITE)

800, place Victoria, local 4110, Mtl
Inspection : lundi 20 février, de 9 h à 15 h
Clôture de l'enchère : le 20 février à 17 h

Meubles de bureau de haute qualité, Chaises de direction, station de travail, ordinateurs, écrans, Cisco, imprimantes, classeurs, climatiseurs, UPS, système téléphonique, etc.

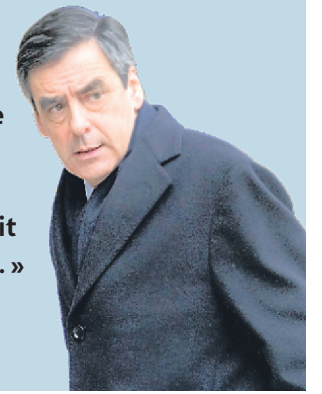
www.c3.com
Encanteurs et liquidateurs Crescent
514 739-3355

PLUS-VALUE

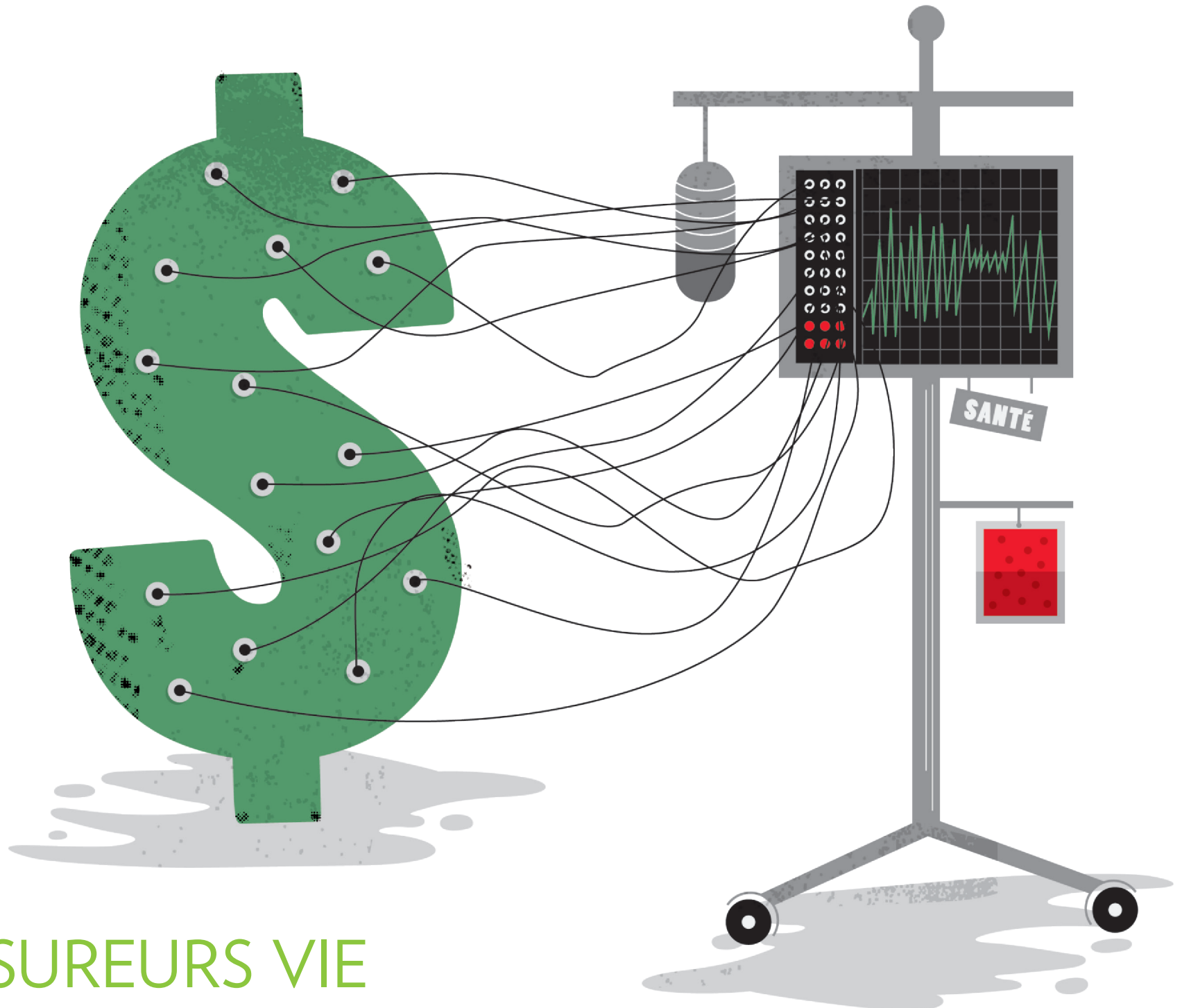
POUR MIEUX GÉRER VOS PLACEMENTS

« Jouer le défaut de la Grèce, c'est tout à fait irresponsable [...] Il faut absolument tout faire pour qu'il n'y ait pas de défaut [car] ce serait dramatique pour les Grecs eux-mêmes et ce serait dramatique pour les Européens. »

— Le premier ministre français, François Fillon



AFP PHOTO



ASSUREURS VIE

LA PISTE À SUIVRE DANS LE BROUILLARD



MARTIN VALLIÈRES

Quatre assureurs vie canadiens qui ont plus de 950 milliards de dollars en actifs font partie des plus grandes entreprises de services financiers inscrites à la Bourse de Toronto.

De plus, il s'agit des entreprises dont les résultats peuvent avoir le plus d'impact sur le bien-être financier de millions de particuliers, de familles et de retraités. Au Canada surtout, mais aussi aux États-Unis et en Asie.

Mais à voir leur triste tenue boursière depuis un an, ces assureurs vie vivent des moments difficiles pour leur rentabilité et leur croissance.

La raison ? Les analystes ciblent des facteurs de conjoncture économique et financière, plutôt que des fautes de gestion chez l'un ou l'autre de ces assureurs vie.

Ils citent le niveau historiquement très bas des taux d'intérêt obligataires. Cette situation complique beaucoup l'évaluation à long terme des produits d'assurance vie et de rentes vendus aux particuliers.

Aussi, la volatilité baissière en Bourse l'an dernier, après l'embellie de 2010, a contraint les assureurs vie à déprécier à nouveau certains produits d'investissement qu'ils avaient vendus antérieurement.

Cette conjoncture défavorable a terni les résultats financiers à court

terme des assureurs vie. Et, partant, leur perception parmi les investisseurs boursiers.

Mais de l'avis d'analystes, le pire de cette conjoncture serait passé pour les assureurs vie.

Par conséquent, des investisseurs auraient intérêt à y jeter un nouveau coup d'œil. En particulier ceux à la recherche de dividendes avantageux, mais aussi d'actions à potentiel d'un vif rebond de valeur dès que les taux d'intérêt obligataires se redresseront.

LES GRANDS ASSUREURS VIE CANADIENS EN BOURSE

| Entreprise (symbole) | capitalisation boursière(\$) | recommandations d'analystes | cours récent | cours cible | rendement en dividende (1) | rendement total 1 an (valeur + dividende) (1) | multiple cours/bén. récent | multiple cours/bén. prévu (2) |
|---|------------------------------|---------------------------------|--------------|-------------|----------------------------|---|----------------------------|-------------------------------|
| Manuvie Financière (MFC) | 21,6 milliards | 7 acheter/9 conserver/2 vendre | 12 \$ | 14 \$ | 4,3 % | -33 % | 48 | 9 |
| Great-West (GWO) | 21,5 milliards | 6 acheter/5 conserver/2 vendre | 22 \$ | 24 \$ | 5,4 % | -13 % | 10,7 | 10,5 |
| Sun Life Financière (SLF) | 12 milliards | 3 acheter/11 conserver/3 vendre | 20 \$ | 23 \$ | 7 % | -36 % | 227 | 7,7 |
| Industrielle-Alliance (IAG) | 2,3 milliards | 1 acheter/12 conserver/0 vendre | 25 \$ | 32 \$ | 3,8 % | -31 % | 21 | 8,2 |
| INDICES DE RÉFÉRENCE | | | | | | | | |
| S & P/TSX (Bourse de Toronto) | 1640 milliards | s.o. | 12 375 | s.o. | 2,7 % | -9,6 % | 15 | s.o. |
| Services financiers S & P/TSX (Toronto) | 492 milliards | s.o. | 1620 | s.o. | 4 % | -4,6 % | 12 | s.o. |

Note 1 : Au 17 février 2012, tel que calculé par l'agence Bloomberg.

Note 2 : Selon la moyenne des prévisions d'analystes du prochain bénéfice par action annuel.

Sources : Bloomberg, Bourse de Toronto

LES GRANDS ASSUREURS VIE CANADIENS EN CHIFFRES (1)

| Entreprise (siège social) | Revenus totaux (\$) (variation un an) | résultat net (\$) (variation un an) | rendement net des capitaux propres | résultat/action (variation un an) | bénéfice/action 2012 (variation un an) (2) | actif (\$) (variation un an) | fonds gérés (\$) (variation un an) |
|--------------------------------|--|--|------------------------------------|--------------------------------------|---|---------------------------------|---------------------------------------|
| Manuvie Financière (Toronto) | 50,9 milliards (+36 %) | 44 millions (+1,7 milliard) | +0,2 % | 0,02 \$ (+1 \$) | 1,31 \$ (+6200 %) | 462 milliards (+9 %) | 499,6 milliards (+5 %) |
| Great-West (Winnipeg) | 29,8 milliards (-0,7 %) | 2 milliards (+25 %) | +17,6 % | 2,11 \$ (+24 %) | 2,15 \$ (+2 %) | 238,7 milliards (+4 %) | 501,9 milliards (+3 %) |
| Sun Life Financière (Toronto) | 22,5 milliards (-8 %) | -300 millions (-1,7 milliard) | -2,2 % | -0,52 \$ (-3 \$) | 2,62 \$ (+3 \$) | 218 milliards (+3,8 %) | 465,5 milliards (-0,2 %) |
| Industrielle-Alliance (Québec) | 8 milliards (+14 %) | 141 millions (-49 %) | 4,7 % | 1,18 \$ (-59 %) | 3,12 \$ (+164 %) | 37,4 milliards (+9,7 %) | 73,3 milliards (+6 %) |

Note 1 : Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011

Note 2 : Selon la moyenne des prévisions d'analystes du prochain bénéfice par action annuel.

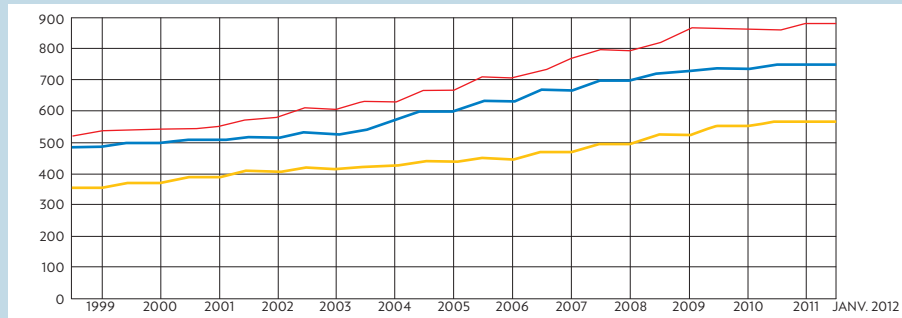
Sources : entreprises, Bloomberg, Bourse de Toronto

UN GRAPHIQUE VAUT 1000 MOTS

Le salaire minimum en Grèce

La crise est loin d'être terminée en Grèce, où l'on a annoncé entre autres une réduction du salaire minimum de 20%. Des manifestations monstres ont eu lieu dans le pays suivant

l'annonce du plan de rigueur du gouvernement du premier ministre Papademos. Le même sort attend-il d'autres pays de la zone euro?



Salaire minimum national mensuel en euros, avant déduction de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales. Non corrigé de l'inflation.

MANUVIE

Le plus grand assureur vie sous contrôle canadien a connu une fin d'exercice pour le moins décevante, qui l'a mené à un bénéfice annuel presque nul malgré la hausse des revenus.

Selon les analystes, toutefois, il ne s'agissait pas d'une surprise après une série de résultats trimestriels très volatils.

Cette volatilité évoluait au gré des marchés boursiers et financiers, mais aussi du brouillard économique qui a sévi dans des marchés importants de Manuvie aux États-Unis et en Asie.

En Bourse, les analystes estiment que cette conjoncture défavorable se « reflète pleinement » dans la valeur attribuée aux actions de Manuvie, en recul d'un tiers depuis un an.

Une occasion de rachat au rabais ? Pas encore assez convaincant, s'entendent les analystes.

Ils surveillent la succession du chef

financier de Manuvie, Michael Bell. Il vient d'annoncer son départ après avoir mené le redressement financier de l'assureur vie de l'épisode très difficile de la crise financière de 2008-2009.

Par ailleurs, malgré le renforcement de son bilan depuis deux ans, surtout pour en réduire les risques financiers qu'il ne maîtrise pas, « Manuvie demeure affecté par des vents contraires qui pourraient persister un certain temps », souligne Michael Goldberg, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins.

Mais pour Peter Routledge, de la Financière Banque Nationale, les investisseurs ne devraient pas sous-estimer le potentiel de « rebond prononcé » des bénéfices d'exploitation chez Manuvie au cours des prochains trimestres.

Les facteurs positifs : le rebond attendu du marché des produits financiers aux particuliers aux États-Unis, la rentabilité accrue des activités au Canada et en Asie.

GREAT-WEST

À la différence de ses pairs canadiens, l'assureur vie Great-West a démontré une meilleure résistance à la volatilité de ses résultats lors des récents trimestres.

Il a d'ailleurs terminé l'exercice 2011 avec des résultats enviables : un bénéfice de 2 milliards et un rendement de ses capitaux propres à hauteur de 17%.

En Bourse, la tenue des actions de Great-West depuis un an (recul de 13%) s'avère nettement moins mauvaise que ses pairs.

Ce constat avantageux lui vaut d'ailleurs la meilleure fiche de recommandation des analystes parmi les grands assureurs vie canadiens. Mais pas sans quelques bémols.

« Les résultats de Great-West sont moins

volatils que ceux de ses pairs, mais ses perspectives de croissance des revenus demeurent nébuleuses. En particulier chez Putnam (filiale américaine de fonds d'investissement) qui continue de décevoir malgré son gros potentiel de croissance », a commenté Michael Goldberg, analyste chez Valeurs mobilières Desjardins, après les récents résultats de l'assureur vie.

Pour Robert Sedran, analyste chez Marchés mondiaux CIBC, la valeur boursière à prime attribuée à Great-West par rapport à ses pairs est méritée. Toutefois, elle pourrait aussi être un frein à d'autres appréciations à moyen terme par rapport à ses pairs, lors d'un redressement des taux d'intérêt obligataires.

SUN LIFE

Le troisième assureur vie en importance inscrit à la Bourse de Toronto avait averti les investisseurs et les analystes que ses résultats de fin d'exercice seraient entachés par des frais de restructuration.

Entre autres, Sun Life a annoncé en décembre son retrait du marché des rentes variables aux États-Unis, un pays où il se place parmi le top 25 des assureurs vie selon la taille.

Aussi, Sun Life prévoyait d'autres dévaluations de certains produits d'investissement vendus antérieurement, notamment les « fonds protégés » qui ont encore subi des contrecoups boursiers en 2011.

N'empêche. Les résultats de quatrième trimestre que Sun Life a annoncés mercredi se sont avérés pires que prévu.

Au point où des analystes ont ravivé leurs doutes envers la politique de dividende de l'entreprise, qui cote maintenant au taux généreux de 7%.

Les dirigeants de Sun Life ont tenté de se faire rassurants en faisant valoir la résilience des résultats d'exploitation (avant frais spéciaux) malgré la conjoncture défavorable.

Pour l'analyste Peter Routledge, de la Financière Banque Nationale, cette explication demeure crédible, mais pour un temps limité.

« Si les taux obligataires devaient être aussi bas encore en fin d'année, la probabilité d'une réduction de dividende sera d'autant plus élevée », a-t-il indiqué après les récents résultats.

INDUSTRIELLE ALLIANCE

Le plus grand assureur vie québécois coté à la Bourse de Toronto a divulgué hier ses résultats de fin d'exercice. Et tel qu'attendu parmi les analystes, ces chiffres à court terme étaient peu reluisants.

Encore aux prises avec des ajustements à ses réserves financières, l'Industrielle Alliance a terminé son quatrième trimestre en perte nette de 63 millions, comparativement à un profit de 79 millions un an plus tôt.

Pour son exercice 2011, l'assureur vie dirigé de Québec s'est retrouvé avec un bénéfice net amputé de moitié à 141 millions, ou 1,18\$ par action.

En Bourse, les investisseurs ont laissé choir ses actions de près de 3% tout juste sous la barre des 26\$, leur prix le plus bas depuis... juillet 2009. En contrepartie, le rendement en dividende de ses actions s'élève maintenant à 3,8% par an.

Est-ce suffisant pour attirer les investisseurs cherchant des aubaines?

Les analystes en doutent, avec leurs recommandations presque toutes au neutre.

Leur constat principal : l'Industrielle Alliance est de loin le plus « sensible » au taux d'intérêt obligataire parmi les assureurs vie canadiens en Bourse.

« Les bas taux d'intérêt détériorent le bilan de l'Industrielle Alliance et accentuent ses pertes à court terme. Si ça continue, il pourrait y avoir un risque sur son taux de versement de dividende », selon Peter Routledge, analyste à la Financière Banque Nationale.



SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, **Christian Godin, de Monstrusco Bolton...**

Éloge des dividendes

STÉPHANIE GRAMMOND

Q : À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse ?

L'agence de crédit Moody's a prévenu qu'elle pourrait abaisser la cote de crédit d'une quinzaine de grandes banques internationales (UBS, Credit Suisse Group, Morgan Stanley, Citigroup, Bank of America, etc.). Si ces banques sont décotées, leurs coûts d'emprunt pourraient augmenter. Elles pourraient avoir un peu plus de difficulté à se financer, ce qui ralentirait l'accès au crédit pour tous les acteurs économiques.

La menace vise surtout des banques qui ont une part importante de leurs prêts à des pays européens. Même si ce n'est pas son cas, la Banque Royale figure aussi sur la liste de Moody's. Pourtant, la Banque Royale est bien positionnée pour se conformer à la réglementation qui entrera en vigueur d'ici deux ans. Mais elle est plus présente dans les marchés des capitaux (notamment dans la négociation d'obligations), ce qui la rend peut-être plus vulnérable que les autres banques canadiennes aux yeux de Moody's.

Malgré cette grosse nouvelle macroéconomique, la Bourse se porte assez bien grâce à la divulgation des résultats des entreprises pour l'année 2011 qui sortent en ce moment. Les résultats sont relativement bons, ce qui a permis aux Bourses de maintenir leur avance depuis le début de l'année (+5% au Canada, +7% aux États-Unis).

Q : Quel indicateur suivez-vous le plus attentivement en ce moment ?

Je vais suivre les écarts de crédit. Je ne souhaite pas voir un élargissement de l'écart entre le taux d'intérêt sur les obligations de sociétés et le taux d'intérêt des obligations gouvernementales en Amérique du Nord. Cela indiquerait un ralentissement de la circulation des capitaux. On vit dans un monde où le crédit est important. Si les gens sont plus nerveux, ils seront moins disposés à renouveler les emprunts... et il y aura moins d'argent disponible pour faire rouler l'économie.

Q : Que feriez-vous avec 10 000\$ à investir ?

J'investirais dans un fonds d'actions à dividendes élevés. Il est fort probable que les revenus annuels d'un tel fonds soient plus importants que ceux d'un fonds d'obligations. Présentement, les obligations du Canada ont un taux d'intérêt de 2% sur 10 ans, tandis que le rendement du dividende de l'indice S&P/TSX composé de la Bourse de Toronto s'élève à 2,7%. Plusieurs fonds de dividendes offrent un rendement de 4 à 5%. Et s'il y a le moindre d'inflation, il y a plus de risque de baisse pour les fonds d'obligations que pour les fonds de dividendes.

Une autre option : les actions des banques qui versent 3 ou 4% en dividendes. Je considère la majeure partie des actions des grandes banques canadiennes comme un bon placement. Si un investisseur achète l'action d'une banque, il va mieux faire qu'avec des obligations.

Q : Quel placement évitez-vous à tout prix ?

Je pense que la morosité est installée pour très longtemps en Europe. J'éviterais donc les entreprises qui sont très dépendantes de la santé des consommateurs européens. On peut penser aux banques européennes, par exemple.

Q : Qu'est-ce que les marchés sous-estiment le plus présentement ?

La morosité en Europe pourrait perdurer plusieurs années, peut-être jusqu'en 2015. Leurs problèmes d'endettement sont encore loin d'être réglés.

Christian Godin est vice-président principal et chef des actions canadiennes chez Placements Monstrusco Bolton, où il est entré en 2001 après avoir travaillé chez Merrill Lynch Canada. Fondée en 1946, la société montréalaise gère des actifs de plus de 5 milliards de dollars, dont la moitié sous la supervision de M. Godin, en suivant une approche ascendante fondée sur la sélection de titres.

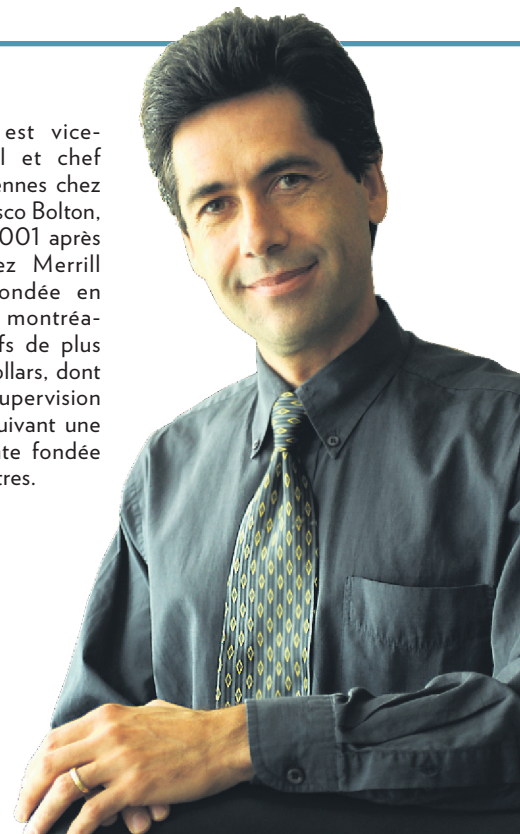


PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES

SOUS LA LOUPE

L'immobilier pour la retraite

RENÉ LEWANDOWSKI
COLLABORATION SPÉCIALE

En ces temps d'instabilité économique, on y a tous songé un jour ou l'autre: devrait-on se retirer des marchés boursiers pour investir en immobilier? Ces dernières années, beaucoup l'ont fait avec succès, profitant à la fois des bas taux d'intérêt pour se financer et du boom des valeurs immobilières qui semble perdurer.

C'est justement ce à quoi réfléchit Jean-Marc, 51 ans, de la Rive-Sud. Depuis huit ans, constate-t-il, ses placements ont fait du surplace. Et l'an dernier, ils ont fondu de 8%, tout comme ceux de sa conjointe Hélène, 47 ans.

« Nous avons l'impression que nos billes s'évaporent dans la nature », dit ce père de deux adolescents, inquiet des conséquences que cela pourrait avoir sur sa retraite. En fait, le seul actif qui a fructifié est la maison que le couple a acquise en 1994, dont la valeur a quasiment triplé depuis.

Du coup, il se dit qu'il serait peut-être préférable d'encaisser tout de suite ses REER et ceux de sa bien-aimée dans le but de s'en servir comme mise de fonds pour acquérir une propriété à revenus. En REER, Jean-Marc en a pour 35 000\$; Hélène, pour 23 000\$, soit un total de 58 000\$. Le couple a déjà les yeux sur un joli duplex à Saint-Hyacinthe d'une valeur de 249 000\$ avec des revenus de près de 13 800\$ par année.

Mais est-ce une bonne idée?

Difficile de répondre à cette question en faisant abstraction de la situation financière du couple. Hélène, gagne bien sa vie, avec un salaire de 83 000\$ par année, mais, pour Jean-Marc, c'est plus difficile. Il l'admet lui-même, depuis la fin de ses études – ce qui fait un bail –, il a toujours eu des revenus plus que moyens. Il a un temps roulé sa bosse dans les milieux communautaires, puis est devenu pour un temps travailleur autonome.

Revenus en baisse

Depuis 2009, il occupe un poste de col blanc, avec caisse de retraite et bonne couverture d'assurances. Sauf que, pour obtenir sa permanence, il a dû laisser tomber son ancien poste pour en occuper un autre moins bien payé, ce qui a réduit son salaire de 48 000\$ à 37 200\$. Il a donc pris un second boulot, qui lui rapporte environ 2000\$ par année, d'autant plus qu'il n'a aucune idée de quand il pourra réintégrer son ancien travail. Cette situation, bien sûr, ajoute à son inquiétude, et l'incite à se poser des questions. Car il ne s'agit pas seulement d'un problème de rendement sur les actifs, mais aussi de revenus en baisse.

Un calcul rapide a permis au planificateur financier Jacques Brouillard de constater que la valeur de la résidence représente déjà 72% – près des trois quarts – des actifs de Jean-Marc et d'Hélène. Le reste est réparti comme suit: 23% en épargne-retraite, 4% pour les études des enfants (REER) et seulement 1% en liquidités.

Ajustements

Ainsi donc, avant même de déterminer si l'achat qu'ils envisagent est une bonne affaire, Jean-Marc et Hélène devraient faire quelques ajustements à leurs finances. D'abord, augmenter leur niveau de liquidités pour se constituer un coussin de sécurité qui pourrait être utile en cas d'imprévu.

Jacques Brouillard remarque également que 88% de leur service de la dette est alloué à la résidence familiale; 12% est consacré à rembourser des biens de consommation. C'est le genre de dette qu'il faut éliminer le plus rapidement, estime le planificateur; dans leur cas, puisque le prêt auto sera remboursé cette année, il y aura un bon bout de fait.

Ensuite, revoir leurs placements actuels. M. Brouillard considère qu'il n'est pas normal qu'un portefeuille équilibré comme le leur ait

eu rendement de -8,7% l'an dernier.

« Il est normal que la valeur d'un portefeuille varie d'une année, mais une meilleure diversification devrait leur permettre d'obtenir un rendement moyen d'environ 5% par année. »

Maintenant, pour ce qui est de l'investissement en immobilier, Jacques Brouillard ne le leur suggère pas.

« Cela ferait beaucoup d'actifs en immobilier », dit-il.

Trop en immobilier

En général, fait-il remarquer, les cycles immobiliers durent de 16 à 18 ans en moyenne avec une période de 8 ou 9 ans de hausse suivie d'une période de baisse ou de stagnation de 8 ou 9 ans. Or, depuis 1998, nous assistons à une période haussière, principalement en raison des taux d'intérêt à des bas historiques. Tout cela a des conséquences sur les prix des maisons. Il y a quelques années, on achetait une propriété à revenus sur la base de 10 fois les revenus; aujourd'hui, dans certains secteurs, des propriétés se vendent à 22 fois les revenus.

Mais plus que la conjonction, c'est la situation de retraite de Jean-Marc et Hélène qui devrait les inciter à la plus grande prudence. Car malgré la caisse de retraite de l'employeur d'Hélène, les revenus de retraite projetés couvrent environ 75% des dépenses actuelles indexées. C'est bien, mais ça pourrait être mieux.

Ça pourrait surtout être pire s'ils encaissaient leurs REER tout de suite. Cela réduirait leur épargne-retraite et aurait pour effet de gonfler leur facture fiscale puisque ces retraits s'ajouteraient à leurs revenus d'emploi actuel; au lieu des 58 000\$ anticipés pour la mise de fonds, ils n'obtiendraient qu'environ 34 000\$ nets, une fois le fisc payé.

À partir de l'an prochain, estime M. Brouillard, une fois l'auto payée, Jean-Marc et Hélène devraient donc plutôt

LA SITUATION

Jean-Marc, 51 ans et Hélène, 47 ans, sont déçus des rendements de leurs placements. Ils songent à encaisser leurs REER pour investir en immobilier. Oui ou non?

LES PARAMÈTRES

Actifs

REER Jean-Marc : 35 000 \$

REER Hélène : 23 000 \$

Maison : 260 000 \$

Passifs

Hypothèque : 96 000 \$

Prêt auto : 6500 \$

Marge de crédit : 2500 \$

Cartes de crédit : 3700\$

Hypothèque : 96 000 \$

Revenus

Jean-Marc : 40 000\$ par année

Hélène : 83 000\$ par année

« Il est normal que la valeur d'un portefeuille varie d'une année, mais une meilleure diversification devrait leur permettre d'obtenir un rendement moyen d'environ 5% par année. »



JACQUES BROUILLARD

Planificateur financier, administrateur agréé, Services Financiers Groupe Investors Inc.

profiter de ce surplus pour ajouter – et non diminuer – des contributions à l'épargne-retraite. Dans leur situation, si l'immobilier stagne, c'est

seulement la valeur de la résidence qui stagnera. Alors que leurs actifs de retraite ne seront pas affectés par le marché immobilier...

ÉCRIVEZ-NOUS! Vous aimeriez qu'un planificateur financier examine votre situation? Investissement, immobilier, retraite, héritage, impôt, crédit, budget... Quelle que soit la nature de vos questions, écrivez-nous! Les dossiers retenus seront analysés par un spécialiste, dans le cadre de la chronique « Sous la loupe ».

VOICI NOTRE ADRESSE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 ou notre courriel : avosaffaires@lapresse.ca

Planifier... ses placements

Investissez avec confiance. Profitez de la stabilité et de la croissance de vos placements grâce à notre combinaison de stratégies et de conseils personnalisés. Nous pouvons vous aider à combler les besoins de vos êtres chers... maintenant et pour longtemps.

Le Plan du Groupe Investors

Parlez-en à un conseiller dans un bureau près de chez vous.



groupeinvestors.com

1-888-746-6344

LES BONS COMPTES FONT LES BONS AMIS

The Brick et le canapé citron



STÉPHANIE GRAMMOND

LE PRODUIT

Une causeuse et un canapé de 1912\$ achetés chez The Brick.

LE HIC

Le mécanisme a dû être réparé sept fois en quatre ans.

« La garantie de cinq ans sera bientôt terminée et je vais me retrouver avec le même problème. » – Guylaine Paul

AU BOUT DU COMPTE

The Brick a offert gratuitement de nouveaux meubles à la cliente qui a pu donner ses anciens meubles à une autre famille, de manière à éviter que les anciens se retrouvent au dépotoir. Mais il y a un défaut de fabrication sur le mobilier neuf!

le client sait que tôt ou tard le problème ressurgira. Et tout sera à recommencer: appeler au magasin, réexpliquer le problème, perdre une journée de travail pour accueillir le réparateur... La galère!

Guylaine Paul en sait quelque chose: cela fait sept fois en quatre ans qu'elle fait réparer son mobilier de salon.

En décembre 2008, elle a acheté chez The Brick une causeuse et un canapé inclinables d'une valeur de 1912\$, incluant 59,99\$ pour un programme de couverture des meubles de cinq ans qui devait lui assurer « la tranquillité à long terme à un prix abordable ».

Mais depuis quatre ans, elle a dû appeler sept fois le commerçant parce que le mécanisme de réglage du canapé était défectueux. Chaque fois, The Brick a envoyé un réparateur pour ajuster ou réparer le mécanisme. Chaque fois, la dame a dû rester à la maison pour attendre le réparateur ou encore demander à un ami de venir l'accueillir quand elle ne pouvait pas s'absenter du travail.

Mais la dame reste coincée

avec son canapé citron: « La garantie de cinq ans sera bientôt terminée et je vais me retrouver avec le même problème », prévoit M^{me} Paul.

Récemment, elle est retournée chez The Brick pour acheter d'autres meubles. Elle s'est aperçue que le détaillant vendait encore le même modèle de canapé Tyson. Sauf que le mécanisme a été complètement modifié, car il y avait trop de problèmes avec l'ancien, lui a-t-on dit.

La cliente a demandé à The Brick de remplacer son canapé par le nouveau modèle. La responsable du service à la clientèle a accepté. Mais lorsque le livreur est arrivé chez M^{me} Paul, il a constaté qu'il y avait une légère brûlure sur le revêtement du canapé de la cliente. Comme le meuble n'était pas en parfait état, il est reparti sans faire l'échange... et sans vraiment donner d'explication.

Il est vrai que le canapé est un peu usé, concède M^{me} Paul. Mais c'est normal puisqu'il a quatre ans. Et de toute façon, The Brick n'avait certainement pas l'intention de le remettre en vente, présume la cliente. Alors, pourquoi refuser

l'échange?

Depuis deux ans, The Brick Warehouse a fait l'objet de 33 plaintes auprès de l'Office de la protection du consommateur (OPC). Plus du tiers des plaintes portait sur la qualité d'un produit ou sur des problèmes d'application de la garantie. The Brick figure d'ailleurs en sixième position des commerçants qui sont le plus souvent la cible de plaintes, selon l'OPC.

Toutefois, The Brick jure qu'il a d'excellentes relations avec l'Office. « Quand on nous signale une plainte, ça se règle dans l'heure suivante », lance Daniel Lavoie, directeur régional des magasins The Brick.

Quant au problème de M^{me} Paul, tout s'est réglé en quelques heures. « La cliente avait raison », dit M. Lavoie. Le livreur a eu un mauvais réflexe quand il a vu que les meubles n'étaient pas à l'état neuf. « Normalement, on répare, on n'échange pas », explique M. Lavoie.

En plus d'offrir des meubles neufs à la cliente, il lui a suggéré de donner à des amis les anciens meubles qui peuvent encore servir, malgré

le défaut de fabrication. M^{me} Paul a vite trouvé des gens intéressés.

La solution a donc fait deux familles heureuses au lieu d'une seule... en plus d'éviter que les premiers meubles aboutissent au dépotoir.

Tout est bien qui finit bien? Pas encore! Jeudi dernier, The Brick est venu livrer les nouveaux meubles. En déballant la marchandise, le livreur lui-même a découvert un défaut de fabrication: le revêtement de la causeuse est trop petit pour être fixé convenablement, si bien que le remboursement ressort. Un autre citron! Le livreur est reparti avec la causeuse...

Vous êtes tombé dans un piège? Vous souhaitez dénoncer des pratiques commerciales douteuses? Faites-nous part de vos problèmes de consommation. Écrivez-nous en fournissant vos coordonnées. Notre adresse:

LA PRESSE AFFAIRES

La Presse / Rédaction, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, Québec, H2Y 1K9
Notre courriel: avosaffaires@lapresse.ca
a/s Stéphanie Grammond

Tomber sur un citron, quoi de plus frustrant pour un consommateur! Même si le commerçant accepte de réparer le produit défectueux,

CLAUDE LAFLEUR, PRÉSIDENT DE LA COOP FÉDÉRÉE

La Coop fédérée, un géant en mutation

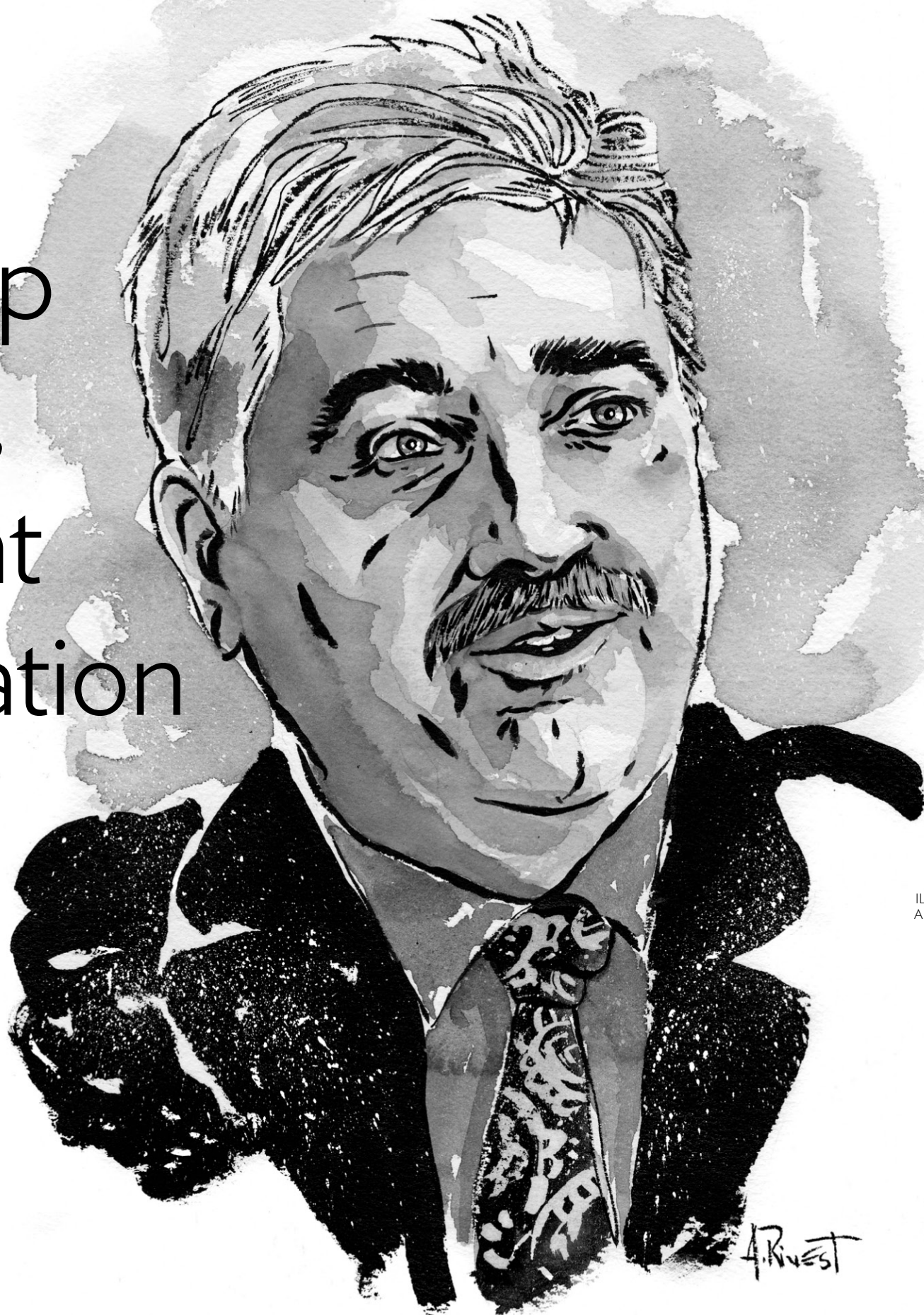


ILLUSTRATION
ANDRÉ RIVEST,
D'APRÈS
UNE PHOTO
D'ALAIN
ROBERGE,
LA PRESSE

En cette année internationale des coopératives, on pouvait difficilement ne pas souligner le 90^e anniversaire de la Coop fédérée, plus importante coopérative agricole québécoise. La Coop fédérée est le regroupement de 85 coopératives associées qui appartient à ses 95 000 membres, mais elle est aussi et surtout un important acteur économique, comme en témoigne son chiffre d'affaires annuel de 4,6 milliards de dollars.



JEAN-PHILIPPE DÉCARIE

Claude Lafleur est agro-économiste et il préside les destinées de la Coop fédérée depuis 2005. Il est donc devenu PDG de l'institution au moment même où celle-ci subissait les contre-coups de la crise de l'industrie porcine qui frappait de plein fouet sa principale filiale Olymel.

Olymel est une composante importante de la Coop fédérée. L'entreprise de transformation alimentaire génère à elle seule 2,2 milliards de dollars des revenus annuels de la Coop.

« De 2003 à 2006, l'industrie du porc était en crise. La forte remontée du dollar canadien nous a fait perdre toute notre marge de profitabilité et on a perdu certains de nos gros clients comme le Japon », rappelle Claude Lafleur.

En trois ans, Olymel a perdu 150 millions, dont 67 millions pour la seule année 2006. La situation semblait tellement insoluble que la Coop fédérée a songé à se départir de toutes ses activités porcines.

« On y a pensé, mais on ne pouvait pas non plus laisser tomber nos producteurs de porcs », explique Claude Lafleur.

Une importante restructuration a donc été entreprise. Des usines de transformation ont été fermées à Magog, Granby et Laval. L'abattoir de Saint-Valérien a été fermé, tout comme l'usine de découpage de Saint-Simon. Une renégociation à la baisse des salaires des employés a aussi fait couler beaucoup d'encre.

« On ne pouvait pas

concurrer les autres acteurs canadiens et américains avec des taux horaires à 27\$. Il fallait réduire nos coûts. Je suis content aujourd'hui de ne pas avoir vendu Olymel. Le marché a repris et on arrive à rester rentable même avec un dollar canadien à parité avec le dollar américain », souligne Claude Lafleur.

« En 90 ans d'histoire, on a noué beaucoup de partenariats où on détient 50 % ou moins des actions des entreprises. C'est le cas du producteur laitier Nutrinor ou du terminal marin Norcan à Québec. Si on consolidait les revenus de nos partenaires, on aurait un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards et on compterait 16 000 employés », explique Claude Lafleur, PDG de la Coop fédérée.

Une entreprise multiple

La Coop fédérée ne se limite pas à Olymel et à ses 9500 travailleurs dans le secteur du porc et de la volaille au Québec et en Alberta. La coopérative agricole chapeaute également cinq secteurs d'activités complémentaires qui génèrent des revenus de 2,4 milliards.

Elle récolte 300 millions de la vente d'aliments pour animaux; 600 millions pour la vente de semences et de fertilisants; 500 millions de la commercialisation de grains; 750 millions de la distribution de produits pétroliers par l'entremise de sa filiale Sonic et, enfin, 250 millions de son réseau de 200 quincailleries Unimat.

« En 90 ans d'histoire, on a de plus noué beaucoup de partenariats où on détient 50 % ou moins des actions des entreprises. C'est le cas du producteur

laitier Nutrinor ou du terminal marin Norcan à Québec. Si on consolidait les revenus de nos partenaires, on aurait un chiffre d'affaires de plus de 9 milliards et on compterait 16 000 employés », explique Claude Lafleur.

Toute cette activité financière est générée par une entreprise qui affiche un bilan on ne peut plus sain

artificiellement en vie des installations qui n'avaient pas de raison économique de poursuivre leur existence. On est revenu au grand principe qu'il faut sauver les fermes par les structures », illustre le PDG de la Coop.

Les vertus de la coopération

Claude Lafleur envisage avec beaucoup de sérénité l'avenir de la Coop fédérée, dont le modèle de fonctionnement coopératif est un avantage selon lui.

« On est loin de la "financisation" à l'extrême de nos activités. On n'a pas de rendement à court terme à produire, de Bourse à suivre, de scandales à éviter. On est des gens de métier pas des gens de finance. C'est sûr que l'on est devenu globalisé et que l'on doit vivre avec des concurrents mondiaux, on ne peut pas y échapper, mais on va être là pour nos 100 ans », laisse tomber Claude Lafleur en riant.

LA DÉCISION STRATÉGIQUE MARQUANTE

Claude Lafleur hésite lorsqu'on lui pose ce qu'il appelle « la question qui tue », à savoir quelle a été la décision stratégique qu'il a prise et qui a fait la plus grande différence pour son entreprise. « Il y en a plusieurs, mais celle qui a été la plus significative pour la Coop, c'est d'avoir mis en branle notre projet chrysalide. C'est un programme de transformation continue de nos opérations qui va toujours se poursuivre », explique-t-il. Selon le PDG, il est essentiel de toujours se remettre en question, de bien savoir ce que l'on fait et pourquoi on le fait.

avec moins de 300 millions de dette.

« On doit compter sur l'auto-financement pour assurer notre croissance. On doit donc être prudent, mais efficace. C'est pour cette raison qu'on a lancé en 2008 une vaste opération de révision de nos processus de gestion qu'on a baptisé le projet chrysalide.

« On a mis plus de rigueur dans la gestion. On a procédé à la reformation de tout notre réseau. On a fait des gains extraordinaires en revoyant de fond en comble nos systèmes informatiques et en implantant un système unifié qui est extrêmement performant », insiste Claude Lafleur.

Les gestionnaires de la Coop ont aussi passé en revue tous les actifs sous-utilisés et ont apporté les correctifs nécessaires.

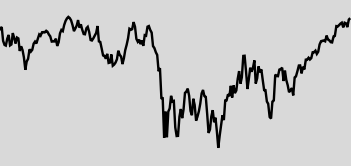
« On a fermé 40 meuneries depuis 2008. On maintenant

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



FERMETURE **1 361,23**
 VAR. 1J **0,23%** | 1 SEM. **+1,38%**
 52 SEM. HAUT **1 370,58** | BAS **1 074,77**

DANS LE MONDE

| | FERMETURE | VAR. 1J | (pts) | (%) |
|---------------------------|-----------|---------|-------|-----|
| Brazil Bovespa (Brésil) | 66 203,50 | 61,80 | 0,09 | |
| CAC 40 (France) | 3 439,62 | 46,37 | 1,37 | |
| DAX (Allemagne) | 6 848,03 | 96,07 | 1,42 | |
| DJ Euro Stoxx 50 (Europe) | 2 503,99 | 6,88 | 0,28 | |
| FTSE 100 (Angleterre) | 5 905,07 | 19,69 | 0,33 | |
| Hang Seng (Hong Kong) | 21 491,62 | 214,34 | 1,01 | |
| Mexico Bolsa (Mexique) | 37 914,70 | -297,54 | -0,78 | |
| FTSE MIB (Italie) | 16 547,21 | 177,55 | 1,08 | |
| NIKKEI 225 (Japon) | 9 384,17 | 146,07 | 1,58 | |
| S&P/ASX 200 (Australie) | 4 195,88 | 14,02 | 0,34 | |
| Shanghai (Chine) | 2 357,18 | 0,32 | 0,01 | |
| Swiss Market (Suisse) | 6 237,69 | 20,41 | 0,33 | |

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE **12 458,30**
 VAR. 1J **-0,22%** | 1 SEM. **+0,56%**
 52 SEM. HAUT **14 529,49** | BAS **10 848,19**

PLUS ACTIFS

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|-------------------------|------------|-----------|---------|
| MANULIFE FINAN. (MFC) | 14 315 534 | 12,64 | 0,71 |
| URANIUM ONE (UUU) | 8 167 543 | 2,96 | 5,70 |
| YELLOW MEDIA (YLO) | 6 739 867 | 0,13 | 30,00 |
| BOMBARDIER (BBD.B) | 5 416 973 | 4,58 | 0,88 |
| LUNDIN MINING (LUN) | 5 277 040 | 5,04 | 0,80 |
| ENCANA (ECA) | 4 836 798 | 19,97 | -0,89 |
| ST ANDREW GOLDF. (SAS) | 4 597 817 | 0,52 | 5,05 |
| SUNCOR ENERGY (SU) | 3 849 079 | 34,14 | -0,29 |
| GOLDGROUP MIN. (GGG) | 3 812 097 | 1,29 | 0,78 |
| ITHACA ENERGY (IAE) | 3 693 477 | 2,96 | 1,72 |
| OROMIN EXPLOR. (OLE) | 3 623 493 | 0,90 | 2,27 |
| KINROSS GOLD (K) | 3 518 758 | 10,87 | -1,81 |
| TALISMAN ENERGY (TLM) | 3 505 556 | 13,60 | 1,57 |
| BLACKPEARL RES. (PXX) | 2 995 450 | 4,47 | 0,22 |
| SUN LIFE FINANCIA (SLF) | 2 815 690 | 20,75 | -0,62 |
| TWIN BUTTE EN. (TBE) | 2 757 193 | 2,78 | -5,76 |

TITRES GAGNANTS

| EN % | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|----------------------|-----------|-----------|---------|
| TALON METALS (TLO) | 632 205 | 0,72 | 30,91 |
| YELLOW MEDIA (YLO) | 6 739 867 | 0,13 | 30,00 |
| CIBT EDUCATION (MBA) | 124 845 | 0,25 | 28,95 |
| NIOCAN (NIO) | 5 300 | 0,69 | 25,45 |
| RED CRESCENT (RCB) | 26 000 | 0,21 | 23,53 |

EN \$

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|-------------------------|--------|-----------|---------|
| DOREL IND./A (DII.A) | 1 050 | 26,97 | 1,47 |
| CC LIND./B (CCL.B) | 10 275 | 33,87 | 1,25 |
| ATCO LTD -C/I/ (ACO.X) | 76 771 | 63,03 | 1,17 |
| DOREL/B (DII.B) | 12 819 | 26,81 | 1,08 |
| WEST FRASER TIMB. (WFT) | 75 386 | 47,35 | 1,00 |

TITRES PERDANTS

| EN % | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|-----------------------|-----------|-----------|---------|
| BELLUS HEALTH (BLU) | 1 575 650 | 0,06 | -14,29 |
| REDZONE RES. (REZ) | 15 500 | 0,37 | -13,95 |
| AVNEL GOLD MIN. (AVK) | 30 500 | 0,47 | -10,58 |
| PETROWEST (PRW) | 19 725 | 0,26 | -10,53 |
| ALEXIS MINERAL (AMC) | 479 498 | 0,05 | -9,09 |

EN \$

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|----------------------|-----------|-----------|---------|
| FAIRFAX FINAN. (FFH) | 101 499 | 400,00 | -18,00 |
| KEYERA (KEY) | 2 186 813 | 44,75 | -2,67 |
| FRANCO-NEVADA (FNV) | 872 900 | 42,07 | -1,86 |
| ENBRIDGE (ENB) | 2 756 841 | 37,58 | -1,62 |
| PALADIN LABS (PLB) | 26 235 | 41,53 | -1,51 |

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE **1 658,15**
 VAR. 1J **0,61%** | 1 SEM. **+0,28%**
 52 SEM. HAUT **2 464,78** | BAS **1 305,53**

PLUS ACTIFS

| | VOLUME | FERM (\$) | VAR (%) |
|-----------------------|-----------|-----------|---------|
| PINECREST EN. (PRY) | 8 628 750 | 3,14 | 3,29 |
| PALLISER OIL (PKL) | 5 302 083 | 0,75 | 11,94 |
| TRI ORIGIN EXP. (TOE) | 4 483 016 | 0,09 | 28,57 |
| PETROAMERICA (PTA) | 4 249 064 | 0,17 | -2,94 |
| GTA RES. (GTA) | 4 211 440 | 1,22 | 20,79 |
| PORTO ENERGY (PEC) | 3 712 804 | 0,15 | -16,67 |
| SHAMARAN PETR. (SNM) | 3 179 175 | 0,22 | -2,22 |
| PACIFIC PARADY (PPE) | 2 691 500 | 0,05 | 80,00 |
| CANADIAN ENER. (XPL) | 2 579 600 | 0,05 | 0,00 |
| ENCANTO POTASH (EPO) | 2 527 097 | 0,45 | 2,27 |

CONSULTEZ les cotes
 boursières en tout temps
 sur lappresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



103,24\$US

Variation 1 JOUR **+0,93\$US**

Variation 1 SEM. **+4,63%**

Variation 1 AN **+19,55%**

FONDS INDICIELS

| | FERM. | 1J (\$) | 1J (%) | 1AN (%) |
|-----------------------|-------|---------|--------|---------|
| S&P/TSX comp. (XIC) | 19,67 | -0,03 | -0,15 | -11,71 |
| S&P/TSX 60 (XIU) | 17,82 | -0,05 | -0,28 | -12,78 |
| S&P/TSX fin. (XFN) | 22,28 | 0,00 | 0,00 | -9,83 |
| S&P/TSX éner. (XEG) | 17,87 | 0,10 | 0,56 | -18,66 |
| S&P/TSX or (XGO) | 23,05 | -0,30 | -1,28 | -7,17 |
| Oblig. c. terme (XSB) | 29,19 | 0,02 | 0,07 | 1,74 |
| Oblig. l. terme (XBB) | 31,33 | 0,00 | 0,00 | 6,93 |
| S&P 500 (XSP) | 15,53 | 0,05 | 0,32 | 1,11 |

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

| | FERM. (\$) | VARIATION 1J (%) | VOLUME (100) | VAR. CETTE SEM. (%) | 52 SEM. HAUT | BAS | DIV. ANN. | |
|------------------------------|-----------------|------------------|--------------|---------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| CONSUMMATION AUTRE | 953,80 | 0,15 | | 1,86 | | | | |
| ▲ Dorel (DII.B) | 26,81 | 1,08 | 4,20 | 128 | 6,18 | 32,43 | 21,46 0,60 | |
| Magna (MG) | 44,49 | 0,04 | 0,09 | 9 810 | 4,53 | 57,73 | 31,91 1,04 | |
| Gildan (GLI) | 25,31 | 0,00 | 0,00 | 2 496 | 4,16 | 36,47 | 16,54 0,30 | |
| ▲ Tim Hortons (THI) | 50,36 | 0,55 | 1,10 | 3 041 | 3,30 | 52,75 | 41,20 0,68 | |
| Shaw (SJR.B) | 20,00 | 0,17 | 0,86 | 8 497 | 2,30 | 22,45 | 19,10 0,97 | |
| ▲ Aimia (Aeroplan) (AIM) | 12,81 | 0,33 | 2,64 | 4 462 | 1,75 | 13,89 | 10,50 0,60 | |
| TVA (TVA.B) | 9,01 | 0,04 | 0,45 | 2 | 1,58 | 14,79 | 8,00 0,00 | |
| Astral Media (ACM.A) | 36,87 | -0,13 | -0,35 | 414 | 1,12 | 39,99 | 31,00 1,00 | |
| Quebecor (QBR.B) | 35,29 | -0,01 | -0,03 | 630 | -0,59 | 36,69 | 26,52 0,20 | |
| Rona (RON) | 9,26 | -0,02 | -0,22 | 522 | -0,86 | 15,40 | 8,64 0,14 | |
| ▼ Cogeco Câble (CCA) | 46,38 | -0,56 | -1,19 | 614 | -0,90 | 54,28 | 42,00 1,00 | |
| Cogeco (CGO) | 45,75 | 0,00 | 0,00 | 11 | -1,08 | 50,64 | 37,76 0,72 | |
| BMTc (GBT.A) | 19,22 | 0,02 | 0,10 | 45 | -1,18 | 23,75 | 17,12 0,24 | |
| Uni-Select (UNS) | 26,59 | -0,18 | -0,67 | 19 | -1,52 | 29,50 | 24,35 0,48 | |
| Reitmans (RET.A) | 14,65 | -0,02 | -0,14 | 523 | -2,20 | 18,36 | 13,66 0,80 | |
| ▼ Transat (TRZ.B) | 6,58 | -0,12 | -1,79 | 560 | -6,40 | 17,76 | 5,56 0,00 | |
| Le Château (CTU.A) | 1,29 | 0,00 | 0,00 | 254 | -7,86 | 11,68 | 1,12 0,00 | |
| ▲ Yellow Média (YLO) | 0,13 | 0,03 | 30,00 | 67 329 | -16,13 | 5,80 | 0,09 0,00 | |
| ÉNERGIE | 2 879,86 | pts | -0,01 | | 1,42 | | | |
| ▲ Talisman Energy (TLM) | 13,60 | 0,21 | 1,57 | 35 056 | 10,48 | 24,82 | 11,34 0,27 | |
| ▲ Nexen (NXY) | 20,20 | 0,49 | 2,49 | 22 452 | 9,49 | 27,11 | 14,20 0,20 | |
| Encana (ECA) | 19,97 | -0,18 | -0,89 | 48 368 | 4,99 | 34,25 | 17,25 0,80 | |
| Canadian Oil Sands (COS) | 23,05 | 0,09 | 0,39 | 17 959 | 4,77 | 33,94 | 18,17 1,20 | |
| Cenovus (CVE) | 38,73 | 0,12 | 0,31 | 21 638 | 3,53 | 39,12 | 28,85 | 0,88 |
| ▲ Cameco (CCO) | 23,93 | 0,52 | 2,22 | 13 129 | 3,28 | 42,47 | 17,25 0,40 | |
| Husky Energy (HSE) | 25,67 | 0,06 | 0,23 | 5 697 | 2,27 | 30,58 | 20,63 1,20 | |
| Imperial Oil (IMO) | 48,02 | -0,03 | -0,06 | 5 667 | 1,54 | 54,00 | 34,15 0,48 | |
| Suncor Energy (SU) | 34,14 | -0,10 | -0,29 | 38 491 | 0,80 | 47,27 | 23,97 0,44 | |
| Transcanada (TRP) | 41,99 | 0,04 | 0,10 | 10 697 | 0,77 | 44,75 | 37,00 1,76 | |
| Can Natural Res. (CNQ) | 37,38 | 0,31 | 0,84 | 19 228 | -0,98 | 50,50 | 27,25 0,36 | |
| ▼ Enbridge (ENB) | 37,58 | -1,62 | -4,13 | 27 568 | -3,79 | 39,25 | 28,15 1,13 | |
| TÉLÉCOMS | 961,50 | pts | 0,07 | | 0,70 | | | |
| Rogers (RCL.B) | 37,92 | 0,33 | 0,88 | 7 616 | 1,20 | 39,86 | 33,29 1,42 | |
| BCE (BCE) | 39,74 | -0,07 | -0,18 | 10 595 | 0,91 | 43,00 | 33,75 2,17 | |
| Telus (T) | 56,02 | -0,31 | -0,55 | 5 184 | -0,50 | 57,90 | 46,17 2,32 | |
| CONSUMMATION COURANTE | 1 712,85 | pts | 0,07 | | 0,54 | | | |
| Molson Coors (TPX.B) | 45,39 | 0,33 | 0,73 | 36 | 4,11 | 46,75 | 39,89 1,31 | |
| Shoppers Drug Mart (SC) | 40,50 | 0,28 | 0,70 | 5 403 | 2,35 | 43,43 | 37,00 1,06 | |
| Couche-Tard (ATD.B) | 30,31 | 0,25 | 0,83 | 2 440 | 1,88 | 31,95 | 24,16 0,30 | |
| Metro (MRU) | 52,08 | 0,39 | 0,75 | 1 578 | 0,93 | 54,82 | 42,41 0,86 | |
| Weston (George) (WN) | 64,36 | 0,20 | 0,31 | 390 | 0,26 | 74,07 | 63,75 1,44 | |
| Saputo (SAP) | 40,90 | -0,16 | -0,39 | 1 840 | 0,20 | 49,05 | 35,80 0,76 | |
| Loblav (L) | 36,59 | 0,01 | 0,03 | 1 226 | 0,00 | 42,27 | 34,51 0,84 | |
| Lassonde (LAS.A) | 67,98 | -0,01 | -0,01 | 9 | -0,60 | 77,50 | 60,70 1,20 | |
| Dollarama (DOL) | 42,99 | -0,01 | -0,02 | 716 | -1,85 | 45,48 | 27,41 0,36 | |
| Jean Coutu (PJC.A) | 12,55 | 0,04 | 0,32 | 7 824 | -3,09 | 13,66 | 9,78 0,24 | |
| FINANCE | 1 631,13 | pts | -0,08 | | 0,52 | | | |
| Financière Manuvie (MFC) | 12,64 | 0,05 | 0,40 | 143 155 | 7,57 | 19,15 | 10,18 0,52 | |
| Great-West (GWO) | 23,33 | 0,09 | 0,39 | 4 839 | 3,14 | 27,85 | 19,15 1,23 | |
| Banque Scotia (BNS) | 53,57 | -0,05 | -0,09 | 21 926 | 2,41 | 61,28 | 47,54 2,08 | |
| Brookfield Asset (BAM.A) | 31,63 | 0,10 | 0,32 | 6 127 | 1,74 | 32,96 | 25,91 0,56 | |
| Power Corporation (POW) | 25,14 | 0,10 | 0,40 | 7 931 | 1,45 | 29,50 | 20,90 1,16 | |
| ▼ Ind. Alliance (IAG) | 26,12 | -0,39 | -1,47 | 6 831 | 1,44 | 42,02 | 24,75 0,98 | |
| Cominar (CUF.U) | 23,00 | 0,15 | 0,66 | 1 253 | 1,32 | 23,11 | 20,00 1,44 | |
| Financière Power (PWF) | 27,42 | 0,02 | 0,07 | 1 710 | 1,07 | 31,98 | 23,62 1,40 | |
| Banque de Montréal (BMO) | 58,15 | 0,03 | 0,05 | 9 985 | 0,02 | 63,94 | 54,38 2,80 | |
| Banque Nationale (NA) | 76,39 | -0,12 | -0,16 | 4 526 | -0,20 | 81,98 | 63,27 3,00 | |
| Banque CIBC (CM) | 76,75 | -0,40 | -0,52 | 15 649 | -0,23 | 85,56 | 67,32 3,60 | |
| Banque TD (TD) | 78,54 | 0,36 | 0,46 | 15 469 | -0,28 | 86,82 | 68,13 2,72 | |
| Sun Life (SLF | | | | | | | | |

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

| DENRÉES | | |
|----------------------|-----------|------------------------------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) 1 JOUR 1 AN |
| Blé (\$US/boisseau) | 6,44 | 2,43 -24,30 |
| Cacao (\$US/livre) | 1,08 | -2,61 -31,39 |
| Café (\$US/livre) | 2,00 | 0,38 -25,17 |
| Mais (\$US/boisseau) | 6,42 | 0,86 -9,96 |
| Soya (\$US/boisseau) | 12,68 | 0,74 -9,75 |
| Sucre (\$US/livre) | 0,25 | 0,12 -21,24 |

| ÉNERGIE | | |
|------------------------------|-----------|------------------------------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) 1 JOUR 1 AN |
| Essence (\$US/gallon) | 3,03 | -0,61 19,81 |
| Gaz naturel (\$US/gigajoule) | 2,55 | 4,75 -30,48 |
| Mazout (\$US/gallon) | 3,19 | -0,47 16,91 |

Source: New York Mercantile Exchange (NYMEX)

| MÉTAUX | | |
|------------------------|-----------|------------------------------|
| | FERMETURE | VARIATION (%) 1 JOUR 1 AN |
| Aluminium (\$US/livre) | 0,97 | 0,50 -14,01 |
| Argent (\$US/once) | 33,22 | -0,45 5,23 |
| Cuivre (\$US/livre) | 3,80 | 1,96 -14,59 |
| Étain (\$US/livre) | 10,98 | 0,81 -23,06 |
| Nickel (\$US/livre) | 8,95 | -0,10 -30,27 |
| Palladium (\$US/once) | 685,05 | -1,66 -18,74 |
| Platine (\$US/once) | 1 634,00 | 0,49 -11,39 |
| Plomb (\$US/once) | 0,92 | 2,22 -21,57 |
| Zinc (\$US/livre) | 0,89 | 0,64 -20,22 |

Source: London Metal Exchange

| LES OBLIGATIONS | | | | |
|----------------------------------|--------|----------|--------|------------|
| | COUPON | ÉCHÉANCE | PRIX | REND. VAR. |
| LE GOUVERNEMENT DU CANADA | | | | |
| Canada | 10,25 | 15-03-14 | 118,64 | 1,07 -0,09 |
| Canada | 9,75 | 01-06-21 | 165,59 | 1,97 -0,32 |
| Canada | 8,00 | 01-06-23 | 157,73 | 2,19 -0,36 |
| Canada | 8,00 | 01-06-27 | 171,27 | 2,39 -0,48 |
| Canada | 5,75 | 01-06-29 | 144,87 | 2,52 -0,46 |
| LES PROVINCES | | | | |
| Hydro Québec | 11,00 | 15-08-20 | 161,66 | 2,78 -0,27 |
| Manitoba | 7,75 | 22-12-25 | 150,10 | 3,22 -0,39 |
| New Brunswick | 6,00 | 27-12-17 | 120,66 | 2,20 -0,18 |
| Newfoundland | 6,15 | 17-04-28 | 133,90 | 3,40 -0,39 |
| Nova Scotia | 6,60 | 01-06-27 | 138,01 | 3,39 -0,38 |
| Ontario | 6,25 | 25-08-28 | 133,16 | 3,57 -0,39 |
| Ontario Hydro | 7,45 | 31-03-13 | 107,40 | 0,69 -0,01 |
| Ontario Hydro | 8,50 | 26-05-25 | 156,04 | 3,25 -0,38 |
| Ontario Hydro | 8,25 | 22-06-26 | 155,79 | 3,32 -0,40 |
| P EI | 8,50 | 27-10-15 | 124,10 | 1,70 -0,11 |
| Québec | 6,00 | 01-10-29 | 132,15 | 3,53 -0,41 |
| LES CORPORATIONS | | | | |
| Bell Canada | 7,00 | 24-09-27 | 124,16 | 4,78 -0,33 |
| Bombardier | 7,35 | 22-12-26 | 103,75 | 6,94 0,00 |
| Cons Gas | 6,10 | 19-05-28 | 127,89 | 3,78 -0,37 |
| Gtaa | 6,45 | 03-12-27 | 127,23 | 4,09 -0,34 |
| Investors Gr | 6,65 | 13-12-27 | 114,24 | 5,30 -0,29 |
| Wtcoast Éne | 6,75 | 15-12-27 | 129,74 | 4,16 -0,36 |

| TAUX D'INTÉRÊT | | |
|-------------------------|-----------|----------------------|
| | FERMETURE | RENDEMENT SEM. ANNÉE |
| CANADA | | |
| Taux d'escompte | 1,25 | 0,00 0,00 |
| Taux préférentiel | 3,00 | 0,00 0,00 |
| Fonds à un jour | 1,00 | 0,00 0,00 |
| Bons du Trésor (3 mois) | 0,93 | -0,01 -0,03 |
| Obligations (2 ans) | 1,07 | 0,00 -0,83 |
| Obligations (10 ans) | 2,04 | -0,01 -1,44 |
| ÉTATS-UNIS | | |
| Taux d'escompte | 0,75 | 0,00 0,00 |
| Taux préférentiel | 3,25 | 0,00 0,00 |
| Fed funds | 0,25 | 0,00 0,00 |
| Bons du trésor (3 mois) | 0,07 | -0,02 -0,02 |
| Obligations (2 ans) | 0,29 | 0,02 -0,47 |
| Obligations (10 ans) | 2,00 | 0,01 -1,57 |

| OR | | |
|------------------|---------------|------------|
| | FERMETURE | VARIATION |
| New York | 1 724,50 \$US | |
| Variation 1 JOUR | | -2,30 \$US |
| Variation 1 SEM. | | +0,07 % |
| Variation 1 AN | | +24,54 % |

| DOLLAR CANADIEN | |
|-----------------------------|----------------------------|
| EN CENTS US > 12 mois | EN EURO > 12 mois |
| | |
| 100,43 ¢US | 0,7636 € |
| VARIATION +0,08 ¢ | VARIATION -0,0005 € |
| SOMME REQUISE POUR ACHETER | SOMME REQUISE POUR ACHETER |
| Un dollar US 99,57 ¢ | Un euro 1,3096 \$ |

| LES DEVICES DANS LE MONDE | | |
|---------------------------|-----------|-----------|
| | 1 \$ vaut | |
| Afrique du Sud | 7,77 | rands |
| Australie | 0,94 | dollar |
| Bésil | 1,72 | real |
| Chine | 6,33 | renminbis |
| Grande-Bretagne | 0,63 | livre |
| Hong-Kong | 7,79 | dollars |
| Inde | 49,50 | roupies |
| Israël | 3,75 | n.shekels |
| Japon | 79,87 | yens |
| Liban | 1 510,00 | livres |
| Mexique | 12,82 | pesos |
| Norvège | 5,74 | couronnes |
| Nouvelle-Zélande | 1,21 | dollar |
| Russie | 30,07 | roubles |
| Suède | 6,75 | couronnes |
| Suisse | 0,92 | franc |

Les marchés sans direction claire

LA PRESSE CANADIENNE ET AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE BOURSIÈRE



PHOTO ASSOCIATED PRESS

La police antiémeute a protégé le parlement, à Athènes, hier. Les marchés sont relativement confiants quant au déblocage de la situation grecque.

La Bourse de New York a fini sans direction hier, le marché restant suspendu à l'espoir d'une résolution de la crise de la dette en Grèce lundi, dans un contexte d'optimisme pour l'économie américaine.

L'indice Dow Jones a pris 45,79 points (+0,35 %), à 12 949,87 points, au plus haut depuis le 19 mai 2008. Le NASDAQ, à dominante technologique, a perdu 8,07 points (-0,27 %), à 2951,78 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 s'est adjugé 0,23 % (3,19 points) à 1361,23 points, son plus haut niveau depuis le 29 avril 2011.

L'indice phare de Wall Street a évolué à la hausse dès l'ouverture, continuant sa progression vers des niveaux plus vus depuis 2008, à l'inverse du NASDAQ qui est resté en territoire négatif tout au long de la séance. La veille, l'indice technologique avait atteint son plus haut depuis décembre 2000.

«Le fait qu'il y ait de bonnes chances que la Grèce puisse conclure un accord pour éviter un défaut de paiement désordonné aide le marché», a commenté Peter Cardillo, de Rockwell Global Capital.

En outre, le niveau actuel du Dow Jones, qui approche le

seuil psychologique des 13 000 points, était perçu comme un bon signe par les investisseurs.

«Psychologiquement, si le Dow Jones parvenait à dépasser le seuil des 13 000 points en début de semaine prochaine, cela donnerait certainement un sacré coup de fouet au marché», a fait valoir le courtier.

Au terme d'une semaine pleine d'incertitudes, les investisseurs étaient désormais relativement confiants dans le déblocage du second plan de sauvetage sur la Grèce, ce qui lui permettra d'éviter un défaut de paiement sur sa dette.

Les contours de ce plan de sauvetage de la Grèce doivent être précisés lundi lors d'une réunion des ministres des Finances de la

zone euro. Les partenaires de la Grèce, Paris et Berlin en tête, ont affiché hier leur optimisme sur les chances d'arriver à un accord à cette occasion.

Les investisseurs se montraient également rassurés par l'implication de la Banque centrale européenne (BCE).

Du côté des indicateurs, les prix à la consommation aux États-Unis ont connu en janvier leur hausse la plus forte en quatre mois, inférieure toutefois à ce qu'attendaient les analystes.

L'indice composite des indicateurs économiques américains, qui regroupe 10 indicateurs censés donner une idée de l'évolution de la conjoncture aux États-Unis dans les six mois à venir, a crû pour le quatrième mois d'affilée

en janvier, à un rythme légèrement moins rapide que prévu.

Le géant pharmaceutique américain Johnson & Johnson a grappillé 0,11 %, bien que sa filiale McNeil ait rappelé environ 574 000 bouteilles de sirop antalgique Tylenol pour enfants à cause d'un dysfonctionnement du système de dosage.

Le groupe internet Google a terminé en baisse de 0,31 %, à 604,64 \$US. Le Wall Street Journal a accusé le groupe d'avoir jusqu'à récemment espionné, en toute illégalité, les internautes naviguant sur le web à partir de Safari, le navigateur d'Apple.

Le fabricant de Ketchup Heinz a pris 4,55 %, après la publication de résultats trimestriels meilleurs qu'attendu.

Portées par l'attente de bonnes nouvelles en Grèce, la plupart des valeurs financières ont terminé en hausse: JPMorgan Chase a gagné 1,2 %, Goldman Sachs 1 % et Citigroup 0,64 %.

La Bourse de Toronto a clôturé en baisse, les investisseurs jouant de prudence à la veille d'un long week-end. L'indice composé S & P/TSX a glissé de 27,29 points, à 12 458,30 points.

Le dollar canadien a gagné 0,08 cent, à 100,43 cents US.

Le pétrole a clôturé à un sommet de neuf mois de 103,24 \$ US le baril.

L'action d'EnCana a reculé de 18 cents à 19,97 \$ et celle de la Banque Royale a glissé de 22 cents à 53,14 \$.

Tous les yeux rivés sur Bruxelles

RICHARD DUFOUR
LES MARCHÉS

L'élément clé à surveiller durant la prochaine semaine semble clairement le concubinage des ministres européens des Finances (lundi et mardi) en Belgique. Au programme: l'avenir de la Grèce au sein de la zone euro.

«Aucune autre nouvelle ne sera plus importante pour déterminer comment la semaine se déroulera sur les marchés, même si ce qui sera décidé devra par la suite être ratifié par tous les parlements de la zone euro», dit Carl Weinberg, chez High Frequency Economics.

Une résolution à la crise grecque diminuerait le niveau de risque sur les marchés à court terme.

«Je crains cependant qu'un accord soit rempli de conditions et de mises en garde et que les investisseurs manquent encore

de clarté afin de bien comprendre comment le dénouement se fera», dit Andrew Cox, chez Citigroup.

Même si le dénouement est positif, un faux pas dans l'implantation du plan pourrait pousser la Grèce vers la faillite le mois prochain.

«L'implantation va rester un gros risque jusqu'à la date

«Je crains qu'un accord soit rempli de conditions et de mises en garde et que les investisseurs manquent encore de clarté afin de bien comprendre comment le dénouement se fera», dit Andrew Cox, chez Citigroup.

limite du 20 mars», dit Martin Schwedtfeger, de la TD.

«Est-ce que la Grèce est en meilleure posture pour gérer une défaillance aujourd'hui qu'elle l'était il y a deux ans? Une défaillance de la Grèce serait encore dévastatrice, à mon avis. Les conséquences sont nombreuses et

intimidantes et c'est ce qui incite les politiciens à parvenir à un accord même si le consensus universel veut que la bouée de sauvetage ne suffise pas.»

«Comment les marchés réagiraient-ils à la toute première défaillance d'un membre de la zone euro? Jusqu'où irait le repli?», demande Kathleen Brooks, chez Gain Capital.

L'autre grand risque politique à considérer est l'Iran.

«Le baril de pétrole se négocie clairement avec une prime associée aux probabilités grandissantes d'une interruption des livraisons vers l'Europe», souligne Avery Shenfeld, de la CIBC.

«Le prix du brut pourrait monter rapidement advenant

une guerre ou un blocus à l'échelle mondiale. Ça ferait grimper le dollar canadien et ça affecterait les secteurs qui ne sont pas liés à l'énergie.»

Si ces deux grands risques (la Grèce et l'Iran) ne secouent pas trop les marchés en début de semaine, l'attention pourrait se déplacer vers les éléments fondamentaux de l'économie européenne et chinoise dans la deuxième partie de la semaine.

«Nous allons obtenir des indices préliminaires manufacturiers PMI et, si les chiffres répondent aux attentes d'une amélioration en Europe, les experts vont se précipiter pour bonifier leurs projections de croissance pour 2012», dit Ben Reitzes, de la BMO.

«Mais ne nous excitions pas trop vite à propos des perspectives de la zone euro: on s'attend encore à un déclin pur et simple du PIB (produit intérieur brut) cette année.»

Peu de statistiques

économiques d'importance sont attendues en Amérique du Nord cette semaine et les Bourses seront fermées lundi au Canada et aux États-Unis.

Encore beaucoup de résultats financiers seront toutefois publiés d'ici vendredi prochain, dont ceux de Rona, Home Depot, Cascades, Tim Hortons, Rogers Communications, Loblaw, Boralex, Walmart, Target, Hewlett-Packard, Gap, Imax, Aéroplan (Aimia), Osisko, Fibrek, Chorus Aviation (ex-Jazz Air), Stantec, Dell, Onex, Kraft, JC Penney et La-Z-Boy.

Le TSX a gagné 1 % au cours de la dernière semaine.

Le prix du baril de pétrole s'est apprécié de 5 % au NYMEX pendant la semaine, sa plus forte hausse hebdomadaire cette année.

Réagissez, intervenez et commentez l'actualité financière sur le blogue de la Bourse à l'adresse www.lapresseaffaires.com/dufour

L'Industrielle Alliance subit une perte au quatrième trimestre

LA PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — La quatrième société d'assurances du Canada, la québécoise Industrielle Alliance, a rapporté hier une perte de 81,2 millions de dollars au quatrième trimestre, après avoir engrangé un bénéfice de 74,1 millions au même moment l'an dernier.

La compagnie établie à

Québec a expliqué avoir apporté certains changements dans les hypothèses d'évaluation utilisées dans le calcul de ses provisions et renforcé ses réserves de 152,3 millions après impôts (1,68 \$ par action).

La perte diluée par action a été de 90 cents pour le trimestre, comparativement à un bénéfice de 88 cents par action un an plus tôt.

Ses revenus sont passés de 1,33 milliard il y a un an à 1,35 milliard cette année.

Pour l'exercice 2011, l'assureur affiche un bénéfice de 103,3 millions, comparativement à 253,4 millions en 2010. Son bénéfice par action pour l'exercice se chiffre à 1,19 \$, comparativement à 3,01 \$ un an plus tôt.

«Nos résultats de fin d'année rendent compte de la

conjoncture extrêmement difficile qui a prévalu pour les marchés boursiers en 2011, mais plus particulièrement pour les taux d'intérêt à long terme», a affirmé Yvon Charest, président et chef de la direction, dans un communiqué.

M. Charest a souligné que la compagnie a pris des mesures supplémentaires afin de devancer la courbe des taux à long

terme, «comme nous avons l'habitude de le faire depuis six ans».

«Malgré l'incidence de ces changements sur notre bénéfice, nous terminons l'année avec des résultats positifs, qui témoignent de la solidité de nos activités», a-t-il fait valoir.

À la Bourse de Toronto, l'action de l'Industrielle Alliance a chuté hier de 39 cents, ou 1,47 %, à 26,12 \$.

LA PRESSE AFFAIRES

FAUX BONS DU TRÉSOR AMÉRICAIN

Une saisie de 6000 milliards US en Italie

AGENCE FRANCE-PRESSE

MILAN — La justice italienne a annoncé hier avoir fait saisir des faux bons du Trésor américain d'une valeur totale de 6000 milliards US en Suisse dans le cadre d'une enquête sur un réseau criminel.

Huit personnes ont été arrêtées en Italie dans le cadre de cette enquête, a ajouté le parquet de Potenza, dans le sud de l'Italie.

Ces titres étaient cachés dans trois coffres-forts transférés de Hong Kong à Zurich en 2007. Selon les enquêteurs, ce réseau a cherché à placer ces titres auprès de pays émergents ou d'établissements bancaires en échange d'argent.

L'ambassade des États-Unis à Rome a estimé en revanche dans un communiqué que «ces faux bons faisaient partie d'un plan destiné à réaliser une escroquerie aux dépens de certaines banques suisses».

Etats-Unis à Rome ont examiné ces titres et ont confirmé qu'ils étaient faux, même si une grande partie d'entre eux étaient des contrefaçons d'excellente qualité, selon les magistrats.

Une source policière à Washington a précisé à l'AFP que la saisie des faux titres de dette a eu lieu en novembre 2011.

«Nous avons travaillé à plusieurs reprises avec les autorités locales» italiennes «sur des cas similaires au cours des dernières années, ce n'est pas inhabituel», a ajouté la même source qui ne prend pas très au sérieux ce genre de tentatives d'escroquerie «qui ont rarement du succès».

«Si vous entrez dans une banque américaine avec un bon du Trésor, ou un chèque, de 6 millions ou un autre chiffre fou, vous verrez des tas de sourcils se soulever», a-t-il dit.

Les coffres-forts saisis en Suisse et renfermant les bons, avec une date

«Si vous entrez dans une banque américaine avec un bon du Trésor, ou un chèque, de 6 millions ou un autre chiffre fou, vous verrez des tas de sourcils se soulever», a dit une source policière à Washington.

L'opération déclenchée par les magistrats de Potenza est «la plus grande [jamais lancée] dans ce type d'enquête», a affirmé devant la presse le procureur du tribunal de la ville, Giovanni Colangelo.

«Tout est parti d'une enquête sur les clans mafieux dans la zone du Vulture-Melfese», dans la région de Basilicate, a ajouté le magistrat.

Cette enquête a permis de mettre au jour «un réseau international autour de ces titres avec des personnes impliquées dans de nombreux pays qui ont tenté de les placer sur le marché jusqu'en janvier», a poursuivi M. Colangelo, selon qui d'autres faux bons du Trésor pourraient encore être cachés.

«Les opérations de contrefaçon des titres, de déplacement des coffres de Hong Kong à la Suisse, les voyages dans le monde entier (des membres de ce réseau) ont un coût énorme et nous pensons donc que les intérêts (derrière cette affaire) sont à un haut niveau», a-t-il dit.

Des experts de la banque centrale américaine et de l'ambassade des

d'émission remontant à 1934, contenaient également chacun une contrefaçon du traité de Versailles qui aurait pu, aux yeux des criminels, justifier cette immense quantité d'argent comme faisant partie des échanges financiers entre les puissances ayant remporté la Première Guerre mondiale.

Cette saisie de faux bons américains, même si elle est la plus importante jamais réalisée, n'est pas la première en Italie.

En septembre 2009, les autorités italiennes avaient déjà saisi des faux bons du Trésor américain pour une valeur de 116 milliards US trouvés dans un colis à l'aéroport de Milan-Malpensa et avaient arrêté deux Philippins impliqués dans cette affaire. Ces faux bons étaient eux aussi datés de 1934.

En juin 2009, la police financière italienne avait arrêté deux Japonais à la frontière entre l'Italie et la Suisse qui avaient caché de fausses obligations américaines pour une valeur totale de 134 milliards US, dans le double fond d'une valise.

GRÈCE

Merkel optimiste sur la conclusion d'un accord

ASSOCIATED PRESS

BERLIN — Angela Merkel se montre «optimiste» quant aux chances de parvenir à un accord sur le déblocage du second prêt de sauvetage de la Grèce lundi, tout comme les dirigeants italien et grec, a déclaré hier un porte-parole de la chancellerie allemande.

Steffen Seibert s'exprimait à l'issue d'un entretien téléphonique entre M^{me} Merkel et ses homologues italien, Mario Monti, et grec, Lucas Papademos. La chancellerie avait annulé son déplacement prévu à Rome hier à la suite de la démission du président allemand, Christian Wulff.

«Nous sommes de plus en plus près d'une base solide à des décisions pour lundi», a aussi affirmé Martin Kotthaus, porte-parole du ministère des Finances, soulignant que certains points restaient à régler, comme de s'assurer que le second plan de sauvetage ramène la dette grecque à un niveau supportable et que le contrôle des dépenses d'Athènes soit renforcé.

Les 17 ministres des Finances de la zone euro (Eurogroupe) se réunissent lundi à Bruxelles pour discuter de la situation du sauvetage de la Grèce, accablée par sa dette et ses déficits malgré un premier prêt pluriannuel de 110 milliards d'euros en mai 2010. Le second plan porte sur 130 milliards d'euros débloqués par la zone euro et le Fonds monétaire international (FMI) et associés à une décote de 100 milliards sur la dette grecque détenue par les créanciers privés (banques, assurances, fonds d'investissement).

L'Allemagne, avec d'autres pays, souhaite que la Grèce mette en place un compte bloqué, distinct du budget, qui donne la priorité à la dette sur les autres dépenses du gouvernement. La Commission européenne travaille sur plusieurs options en ce sens, dont l'une, selon un responsable ayant requis l'anonymat, consisterait en un compte par lequel transiterait le prêt



PHOTO BARBARA SAX, AGENCE FRANCE-PRESSE
Angela Merkel, chancière allemande. L'Allemagne, avec d'autres pays, souhaite que la Grèce mette en place un compte bloqué, distinct du budget, qui donne la priorité au remboursement de la dette.

et qui hiérarchiserait les priorités de dépense, le service de la dette en tête.

Les sacrifices exigés par la zone euro et le FMI en échange de l'aide à la Grèce alimentent un ressentiment croissant de la population grecque, qui voit ses conditions de vie se dégrader à chaque nouvelle mesure d'austérité.

Le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a appelé au report des élections générales prévues pour avril afin de permettre au gouvernement d'union nationale de mettre en œuvre les réformes convenues. Sa suggestion, considérée comme une ingérence dans les affaires intérieures du pays, a été très mal accueillie en Grèce.



FORFAIT DÉTENTE D'UNE NUITÉE POUR 2 PERSONNES À L'HÔTEL-RESTAURANT L'EAU À LA BOUCHE & SPA H2O

ÉCONOMISEZ

50%

115\$

VALEUR DE ~~230\$~~

DÉCOUVREZ TOUTES NOS OFFRES DÈS MAINTENANT SUR **LERENARD.CA**



QUANTITÉ ET DURÉE LIMITÉES



LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ DE
LA PRESSE
CA